la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Albert Camus et nous
par Raymond GUILLORÉ

Où en est le moral algérien ?
par Robert LOUZON

L'antisémitisme : une race, une nation ou des hommes ?
par Roger HAGNAUER

Réflexions sur l'assurance-chômage
par F. DUFOUR

Les travailleurs et leurs syndicats aux U. S. A.
par Louis MERCIER

N° 447. — NOUVELLE SERIE — N° 146 FEVRIER 1960 — PRIX : 1.50 NF (150 fr.)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .. .. 8 NF (800 fr.)
Un an .. .. 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .. .. 10 NF (1.000 fr.)
Un an .. .. 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 447 - Février 1960

Albert Camus et nous .. .. R. GUILLORE
Albert Camus et la littérature prolétarienne.
Le délire et la réflexion .. .. L. MERCIER
Chronique de l'Union des syndicalistes :
Et maintenant, la paix en Algérie .. .. R. G.
Réflexions sur l'assurance chômage .. .. F. DUFOUR
Parmi nos lettres :
Syndicalistes décorés (Le Guillermic et R. L.). — Les prix du gaz et de l'électricité (J. Fontaine). — Le revenu national et de sa répartition (R. Josselin). — A propos des souvenirs de Monatte (L. Chantesais et P. Monatte). — Témoignage sur la Hongrie (G. Rino). — Un éloge du « général-micro » (de J. Lefèvre). — Toujours l'opposition M.N.A.-F.L.N. (M. El Djerah). — Appréciations d'ensemble (J. Duperray).
A Tunis, les Africains se sont rencontrés .. L'ITINERANT
Egalité « mince de colle » ! .. .. J. AIMART
Notes d'économie et politique :
Renaissance du syndicalisme :
Une section syndicale d'usine se réclame du M.S.U.D. — Les revendications de la métallurgie parisienne.
Où en est le moral ? — Premiers avertissements .. .. R. LOUZON
A propos d'antisémitisme : une race, une nation ou des hommes ? .. .. R. HAGNAUER
Août 1953 en Touraine .. .. L. BLOT
Les travailleurs et leur syndicat aux U.S.A. L. M.
La relève en Hollande.
Nouvelles du Portugal .. .. A.
A travers les livres :
Marcel Martinet (Dr J. L.). — Une chronique du mouvement libertaire (L. M.). — Les Tours inachevées (R. G.). — Dialogue des Grands (R. H.). — Le Rire du sage (L. Simon).

ENTRE NOUS

Cinq à dix possibles par abonné !

« La Révolution prolétarienne » tient le coup. Après 35 années d'existence, elle a, en 1959, équilibré son budget avec les seuls versements de ses abonnés. Combien de publications peuvent en dire autant ? Mais il ne suffit pas de de « boucler ». Il faut progresser, étendre notre influence, gagner de nouveaux lecteurs. Pour cela nous comptons sur nos abonnés — sur tous nos abonnés — et nous demandons à chacun de nous envoyer cinq à dix noms d'abonnés possibles.

C'est là notre mot d'ordre. Il est modeste.

Que chacun prenne une feuille de papier et y inscrive les noms, adresses et — si possible — l'appartenance syndicale de camarades de sa profession ou de sa région susceptibles de s'intéresser à notre revue.

Qu'il demande à son syndicat, à son Union départementale, à sa fédération de souscrire un abonnement pour leur bibliothèque.

N'attendez pas ! Dès réception de ce numéro, composez votre liste de possibles et envoyez-la à l'administration de la R.P. avec vos observations si vous les jugez utiles.

Il faut redonner un nouvel élan au syndicalisme révolutionnaire. Il faut que la R.P. augmente le nombre de ses abonnés.

Pour cela, elle compte sur ses abonnés, sur ses amis !

Le gérant : Roger HAGNAUER. **Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris.**

ALBERT CAMUS ET NOUS

Ce soir-là — c'était un lundi soir, je m'en souviens — le téléphone sonna... et je fus assomme par la nouvelle. Le téléphone devait sonner plusieurs fois, ce soir-là et le lendemain, et tous ceux qui parlaient avaient ressenti le choc. Eux aussi, ils avaient dérapé et culbuté sur la mauvaise Nationale 7 ; ils en étaient encore frappés de stupeur ; mais déjà ils mêlaient leurs plaintes, car ils savaient maintenant que quelqu'un d'irremplaçable était parti, ils sentaient soudain leur écrasante solitude. Qui désormais parlerait pour eux dans ce monde froid des raisons d'Etat ? Qui pousserait encore le cri du révolté ?

Pourtant, comme moi-même, la plupart des camarades dont j'entendais ainsi la douleur retenue, n'avaient pas personnellement connu Albert Camus. Je devrais plutôt dire qu'ils ne l'avaient pas fréquenté, qu'ils ne lui avaient jamais parlé. Car ils le connaissaient personnellement. Il n'y avait pas de doute, pour aucun d'eux, que Camus était des nôtres. Je sais aussi que, pour Camus lui-même, cela ne faisait pas de doute (1). Quand je dis : des nôtres, cela ne veut pas dire : au groupe de militants rassemblés autour de cette revue. (D'autres que nous se chargeront de l'accaparer.) Cela veut dire : l'artiste, le penseur, le moraliste Albert Camus, quand il prenait sa place dans l'action, c'était vers le syndicalisme révolutionnaire qu'il se tournait. Sa raison et son cœur l'y conduisaient.

Cet écrivain athée et non décoré déconcerte les commentateurs du beau monde. Ils insistent lourdement sur « l'absurde » qui, à les en croire, était le fond de sa philosophie. Qu'ils se donnent la peine de le lire — sans qu'il soit besoin qu'ils y mettent la ferveur que nous apportons à le relire depuis qu'une mort absurde nous l'a enlevé — ils verront tout de suite que, chez Camus, la révolte surmonte la contradiction de l'absurde. Dès les pages d'introduction de « l'Homme révolté » — cette œuvre immense qui ne nous a pas encore révélé toutes ses richesses — ils liront :

« *Cet essai se propose de poursuivre, devant le meurtre et la révolte, une réflexion commencée autour du suicide et de la notion d'absurde. Celle-ci ne nous apporte qu'une contradiction en ce qui concerne le problème du meurtre. Le sentiment de l'absurde, quand on prétend d'abord en tirer une règle d'action, rend le meurtre plus ou moins indifférent et, par conséquent, possible. Si l'on ne croit à rien, si rien n'a de sens et si nous ne pouvons affirmer aucune valeur, tout est possible et rien n'a d'importance. Point de pour ni de contre, l'assassin n'a ni tort, ni raison. On peut tisonner les crématoires comme on peut aussi se dévouer à soigner les lepreux. Malice et vertu sont hasard ou caprice... Si donc nous prétendons nous installer dans l'attitude absurde, nous devons nous préparer à tuer, donnant ainsi le pas à la logique sur des scrupules que nous estimerons illusoires. Bien entendu, il y faudrait quelques dispositions. Mais, en somme, moins qu'on ne croit, si l'on en juge par l'expérience... Mais la logique ne peut trouver son compte dans une attitude qui lui fait apercevoir tour à tour que le meurtre est possible et impossible...*

« *L'absurde, considéré comme règle de vie, est donc contradictoire... Si donc il était légitime de tenir compte de la sensibilité absurde, de faire le diagnostic d'un mal tel qu'on le retrouve en soi et chez les autres, il est impossible de voir dans cette sensibilité, et dans le nihilisme qu'elle suppose, rien d'autre qu'un point de départ, une critique vécue, l'équivalent, sur le plan de l'existence, du doute systématique. Après quoi, il faut briser les jeux fixes du miroir et entrer dans le mouvement irrésistible par lequel l'absurde se dépasse lui-même...*

« *...La première et la seule évidence qui me soit ainsi donnée, à l'intérieur de l'expérience absurde, est la révolte. Privé de toute science, pressé de tuer ou de consentir qu'on tue, je ne dispose que de cette évidence qui se renforce encore du déchirement où je me trouve. La révolte naît du spectacle de la déraison, devant une condition injuste et incompréhensible. Mais son élan aveugle revendique l'ordre au milieu du chaos et l'unité au cœur même de ce qui fuit et disparaît. Elle crie, elle exige, elle veut que le scandale cesse et que se fixe enfin ce qui jusqu'ici s'écrivait sans trêve sur la mer...* »

La révolte n'est pas très bien portée dans les salons. La révolution, une fois qu'elle s'est installée au pouvoir et qu'elle a renié la révolte, y est accueillie autour d'une tasse de thé.

Albert Camus ne s'y trompe pas :

« *...Le révolutionnaire est en même temps révolté ou alors il n'est plus révolutionnaire, mais policier et fonctionnaire qui se tourne contre la révolte... En 1950, et provisoirement, le sort du monde ne se joue pas, comme il paraît, dans la lutte entre la production bourgeoise et la production révolutionnaire ; leurs fins seront les mêmes. Il se joue entre les forces de la révolte et celles de la révolution césarienne. La révolution triomphante doit faire la preuve par ses polices, ses procès et ses excommunications, qu'il n'y a pas de nature humaine. La révolte humiliée, par ses contradictions, ses souffrances, ses défaites renouvelées et sa fierté inlassable doit donner son contenu de douleur et d'espoir à cette nature... Les pensées révoltées, celle de la Commune ou du syndicalisme révolutionnaire n'ont cessé de nier cette exigence à la face du nihilisme bourgeois comme à celle du socialisme césarien. La pensée autoritaire, à la faveur de trois guerres et grâce à la destruction physique d'une élite de révoltés, a submergé cette tradition libertaire. Mais cette pauvre victoire est provisoire, le combat dure toujours...* »

Les césariens — du moins ceux qui, parmi eux, ont encore une conscience ; car il en est qui ont tout perdu dans cette sinistre aventure — tentent de se justifier en invoquant l'efficacité. C'est une discussion qui revient quelquefois parmi nous. J'ai gardé le souvenir d'une controverse que j'ai eue sur ce point, au Cercle Zimmerwald, avec le regretté camarade Albert Vassart. Mais Camus avait déjà éclairé la question :

« *...Il y a deux sortes d'efficacité, celle du*

J'aurais voulu répondre personnellement à tous les amis, français et étrangers exilés, d'Albert Camus, et dont les lettres m'ont tellement touchée. Je ne le puis. Je voudrais leur dire ici ma reconnaissance et mon espoir que sa pensée continuera à les éclairer et à les servir.

Francine CAMUS.

(1) Camus a toujours compté parmi les abonnés de soutien de la « R. P. ».

typhon et celle de la sève. L'absolutisme historique n'est pas efficace, il est efficient ; il a pris et conserve le pouvoir. Une fois muni du pouvoir, il détruit la seule réalité créatrice. L'action intransigeante et limitée issue de la révolte, maintient cette réalité et tente seulement de l'étendre de plus en plus. Il n'est pas dit que cette action ne puisse vaincre. Il est dit qu'elle court le risque de ne pas vaincre et de mourir. Mais ou bien la révolution prendra ce risque ou bien elle confessera qu'elle n'est que l'entreprise de nouveaux maîtres, justiciables du même mépris... Quant à savoir si cette attitude trouve son expression politique dans le monde contemporain, il est facile d'évoquer, et ceci n'est qu'un exemple, ce qu'on appelle traditionnellement le syndicalisme révolutionnaire. Ce syndicalisme même n'est-il pas inefficace ? La réponse est simple : c'est lui qui, en un siècle, a prodigieusement amélioré la condition ouvrière depuis la journée de seize heures jusqu'à la semaine de quarante heures. L'Empire idéologique, lui, a fait revenir le socialisme en arrière et détruit la plupart des conquêtes du syndicalisme... Le jour précisément, où la révolution césarienne a triomphé de l'esprit syndicaliste et libertaire la pensée révolutionnaire a perdu, en elle-même, un contrepoids dont elle ne peut, sans déchoir, se priver... »

—o—

Il en est parmi nous qui ont regretté le silence que Camus gardait sur l'Algerie. Son silence aussi avait un sens. Certains oublient que Camus a parlé sur l'Algérie quand beaucoup n'y trouvaient rien à dire et à redire. Il y a ceux qui parlent et qui écrivent sur l'Algérie ; il y a ceux qui agissent un peu chaque jour pour le peuple algérien. Je suis sûr qu'Albert Camus était de ces derniers. Ce n'est pas que nous ne puissions discuter l'attitude qu'il avait cru devoir adopter dans la dernière période. Peut-être ne retrouvait-il plus dans ce qu'on appelle maintenant « la révolution algérienne », les linéaments de sa révolte ? Peut-être voyait-il déjà se profiler derrière « le révolutionnaire », le policier et le fonctionnaire ?

Au surplus, nous ne faisons de personne une idole. Albert Camus se plaçait de plein gré dans nos rangs ; ainsi, il acceptait la loi commune; il était et il reste soumis à la critique fraternelle. Tel qu'il était — et tel qu'il est maintenant éternellement — nous nous reconnaissons en lui et il témoigne pour nous tous.

Je le revois, à l'annexe de la Bourse du Travail, peu après le prix Nobel, parlant devant deux cents compagnons du Livre, réunis par le Cercle d'études syndicales des correcteurs. Ce ne fut pas une conférence, ce fut plutôt un échange de propos, presque à bâtons rompus. Visiblement, il était content d'être là et, à aucun prix, ne voulait y « pontifier ». A une question d'un camarade qui demandait « une ligne de conduite », il répondit : « Je refuse énergiquement d'être considéré comme un guide de la classe ouvrière. C'est un honneur que je décline. Je suis toujours dans l'incertitude et j'ai constamment besoin d'être éclairé. Il est trop facile vraiment de décider d'un cabinet de travail ce que doit faire le salarié. »

Non pas décider, non pas guider, pas même conseiller, mais participer. Dans le peu de temps que lui laissaient ses multiples activités artistiques, auxquelles il se donnait avec la passion d'un travailleur probe, Camus a participé. Nous le revoyons dans toutes les manifestations où, au cours des dernières années, le mouvement ouvrier indépendant ne manqua pas d'occasions de défendre la liberté. En 1953, sur ce thème de la défense des libertés, le Comité de Liaison intersyndicale de la Loire organisait un meeting à Saint-Etienne. Albert Camus le présidait et prononçait l'allocution finale. Ecoutons-le :

« ...La liberté est l'affaire des opprimés et ses protecteurs traditionnels sont toujours sortis des peuples opprimés. Ce sont les communes qui dans l'Europe féodale ont maintenu les ferments de liberté, les habitants des bourgs et des villes qui l'ont fait triompher fugitivement en 89, et à partir du XIXe siècle, ce sont les mouvements ouvriers qui ont pris en charge le double honneur de la liberté et de la justice, dont ils n'ont jamais songé à dire qu'elles étaient inconciliables. Ce sont les travailleurs manuels et intellectuels qui ont donné un corps à la liberté, et qui l'ont fait avancer dans le monde jusqu'à ce qu'elle devienne le principe même de notre pensée, l'air dont nous ne pouvons plus nous passer, que nous respirons sans prendre garde, jusqu'au moment où, privés de lui, nous nous sentons mourir. Et si, aujourd'hui, sur une si grande part du monde, elle est en recul, c'est sans doute parce que jamais les entreprises d'asservissement n'ont été plus cyniques et mieux armées, mais c'est aussi parce que ses vrais défenseurs, par fatigue, ou par une fausse idée de la stratégie et de l'efficacité, se sont détournés d'elle. Oui, le grand événement du XXe siècle a été l'abandon des valeurs de liberté par le mouvement révolutionnaire, le recul progressif du socialisme de liberté devant le socialisme césarien et militariste. Dès cet instant, un certain espoir a disparu du monde, une solitude a commencé pour chacun des hommes libres... »

J'allais écrire : écoutons cette voix, car nous ne l'entendrons plus. Mais il n'est pas vrai que nous ne l'entendrons plus ! Nous sommes ici les ennemis du césarisme, qu'il soit la manifestation de sénescence d'une bourgeoisie dépassée, ou, au contraire, l'expression avide d'une nouvelle classe, issue du prolétariat. Mais entre le césarisme et le syndicalisme ouvrier, entre le pouvoir des maîtres, anciens et nouveaux, et « la révolution prolétarienne » dont nous brandissons encore le titre comme un drapeau, oui, le combat dure toujours... non, il n'est pas dit, il n'est pas écrit que nous l'ayons déjà perdu ! Dans ce combat, nous entendrons toujours, Albert Camus, ta voix prophétique. Tu n'as pas fini, camarade, de participer.

R. GUILLORE.

ALBERT CAMUS
et la littérature prolétarienne

Maurice Lime avait demandé à Camus de lui écrire un article pour « Après l'boulot » : Albert Camus lui envoya la lettre ci-après qu'un contretemps empêcha alors de publier.

Paris, le 8 août 1953.

Si vous pensez que ma phrase mérite quelques développements (1) je vais les tenter ici. Mais il faut d'abord que je répète ce que je vous ai déjà dit : je ne suis pas sûr d'avoir raison et, de plus, je me sens en infériorité devant votre entreprise. Quand des hommes qui passent leur journée dans un atelier ou une usine prennent sur leurs loisirs pour tenter de s'exprimer dans une revue, ce n'est

(1) Référence à une lettre précédente.

pas à celui qui jouit d'une large liberté, pour écrire et travailler, à venir faire la petite bouche et donner des avis. Même s'il peut avoir par hasard raison, il ne paye pas de sa personne sur ce point et cela suffit à rendre suspects ses propos. Pour consentir à un rôle si ridicule, et si aisément odieux, il faudrait être entre vieux camarades et dans l'abandon total. Sans vous offenser, ce n'est pas le cas. Mais, en même temps, il me semble qu'il y aurait un peu de vilaine lâcheté, un manque de camaraderie aussi à ne pas dire tout simplement ce que je pense, étant bien entendu que je suis prêt à tout moment à reconnaître que j'ai tort.

Il faut dire d'abord que je ne crois pas qu'il y ait une littérature ouvrière spécifique. Il peut y avoir de la littérature écrite par des ouvriers, mais elle ne se distingue pas, si elle est bonne, de la grande littérature. Je crois en revanche que les travailleurs peuvent rendre à la littérature d'aujourd'hui quelque chose qu'elle semble, dans sa plus grande partie, avoir perdu. Je m'explique. On peut tenir Gorki par exemple pour un des plus beaux représentants de la littérature ouvrière. Mais pour moi il n'y a pas de différence d'espèce entre ses livres et ceux du grand seigneur terrien Tolstoï. Au contraire je les aime tous deux en partie pour les mêmes raisons : ils disent dans un langage à la fois simple et beau ce qu'il y a de plus grand, joie ou douleur, dans le cœur d'un homme. Il y a au contraire une énorme différence entre Tolstoï et un grand écrivain comme Gide, par exemple, qui lui est d'origine bourgeoise. Des deux, c'est le grand seigneur qui, à sa manière, écrit pour et avec le peuple.

Tolstoï et Gorki, à eux deux, définissent assez bien ce que j'entends par littérature, que vous pouvez appeler ouvrière à l'occasion et que j'appellerai, faute d'un mot moins ridicule, vraie. Dans cet art peuvent se rejoindre le cœur le plus simple et le goût le plus élaboré. A vrai dire, si l'un manque, l'équilibre se rompt. En fait, la littérature de notre temps qui est en réalité une littérature pour classes marchandes (du moins dans la majeure partie de ses œuvres) a détruit l'équilibre. Et elle ne l'a pas rompu seulement au profit du raffinement et de la préciosité, ce qui l'a détachée d'un seul coup du public ouvrier. Elle l'a rompu aussi, comme il est naturel quand on veut plaire à des marchands, dans le sens de la vulgarité et de la dérision. ce qui exclut qu'un Tolstoï puisse s'y intéresser (Tolstoï disait que le journalisme est un bordel intellectuel et la littérature d'aujourd'hui est le plus souvent du journalisme coupé en tranches).

Eh bien, de la même manière qu'il faut qu'une revue ouvrière réagisse contre la préciosité et les chinoiseries d'une certaine littérature afin de la ramener dans la cité de ceux qui, de toutes les manières, travaillent, il me semble indispensable qu'elle réagisse aussi, et violemment, contre la vulgarisation bourgeoise. Pour répéter mon exemple, Tolstoï ne me paraît grand que dans la mesure où il sait émouvoir le lecteur le moins préparé. Mais, inversement, la littérature ouvrière n'a de sens et de grandeur que si, partant de la vérité du travail, de la peine, de la joie, elle rejoint dans le langage le plus droit cette même vérité que Tosltoï a poursuivie avec tous les moyens de l'art et de la réflexion. Si, au contraire, cette littérature se borne à répéter ce que nous lisons dans les journaux, elle sera intéressante, bien sûr, mais à cause des circonstances où elle est née, non à cause d'elle-même.

Ce qui me gêne parfois dans votre revue (pas toujours, cela est sûr) c'est une certaine complaisance qui finit par rejoindre ce que je n'aime pas dans la littérature d'aujourd'hui. Quand un producteur bourgeois bâcle un navet cinématographique qui lui rapportera des millions, grâce aux rondeurs d'un vedette fabriquée en six mois, pourquoi lui donner raison en écrivant que ces rondeurs font passer le film. J'ai comme tout le monde mes idées et mes goûts sur les rondeurs. Mais les rondeurs sont une chose, la culture de classe une autre, et l'entreprise dégradante du cinéma bourgeois doit être jugée autrement. De même (ce sont des détails, mais je les choisis pour me faire comprendre et pour cela seulement) il est vrai que la belote au bistrot du coin vaut bien le cocktail mondain. Mais précisément le cocktail mondain ne vaut rien. Pourquoi donc comparer ? La belote a du bon (pour éclairer le sujet, j'ajoute que c'est le seul jeu de cartes dont je sois mordu) mais elle n'a pas besoin d'une revue pour être célèbre. Elle se défend toute seule.

Bien entendu je sais qu'il faut que la revue soit vivante et je ne plaide pas pour le genre rasoir. Il y a assez de revues aujourd'hui qui, se proposant surtout de plaire, n'arrivent même pas à déplaire : elles ennuient seulement. Je ne suis pas non plus tout à fait dénué d'humour et, pour moi, une revue ouvrière, ça doit rire, aussi. Il y a un ton à trouver, voilà tout, et je sais que ce n'est pas facile surtout en deux numéros. Je sais aussi qu'il s'en faut que toute votre revue tienne dans les deux exemples que je vous ai donnés (le texte du mineur belge est bien beau). Mais justement, si ce que je vous dis a une utilité c'est pour vous permettre de distinguer les différences de ton qui apparaissent à un lecteur de bonne foi, et de choisir, ou non.

Je veux seulement me répéter encore, au risque d'être à mon tour ennuyeux. Je ne plaide pas pour une revue somnifère, ni pour que vos collaborateurs écrivent avec le petit doigt levé. Les exemples que j'invoquerai ne sont pas Gide, ou Claudel, ou Jouhandeau. Mais je parle d'une littérature dont les nouvelles de Tolstoï marquent le sommet et qui est le lien commun où artistes et travailleurs peuvent se rejoindre. Vallès, Dabit, Poulaille, Guilloux (avez-vous lu *Compagnons*, ce chef-d'œuvre ?), Istrati, Gorki, Roger Martin du Gard, et tant d'autres, n'écrivent pas avec le doigt levé, et ils parlent pour tous, d'une vérité que la littérature bourgeoise, presque entièrement a perdue, et que le monde des travailleurs garde presque intacte à mon sens.

Que vous dire d'autre ? Il faudrait, et peut-être le ferai-je un jour, insister sur cette vérité qu'il y a entre le travailleur et l'artiste une solidarité essentielle et que, pourtant, ils sont aujourd'hui désespérément séparés. Les tyrannies, comme les démocraties d'argent, savent que, pour régner, il faut séparer le travail et la culture. Pour le travail l'oppression économique y suffit à peu près, conjuguée à la fabrication d'ersatz de culture (dont le cinéma, en général). Pour la seconde, la corruption et la dérision font leur œuvre. La société marchande couvre d'or et de privilèges des amuseurs décorés du nom d'artistes et les pousse à toutes les concessions. Dès qu'ils acceptent ces concessions, les voilà liés à leurs privilèges, indifférents ou hostiles à la justice, et séparés des travailleurs. C'est donc contre cette entreprise de séparation que vous et nous, artistes de métier, devrions lutter. D'abord par le refus des concessions — et puis, nous, en nous efforçant de plus en plus d'écrire pour tous, si loin que nous soyons de ce sommet de l'art, et vous qui souffrez du plus dur de la bataille en pensant à tout ce qui manque à la littérature d'aujourd'hui et à ce que vous pouvez lui apporter d'irremplaçable. Ce n'est pas facile, je le sais, mais le jour où, par ce double mouvement, nous approcherons de la limite, il n'y aura plus des artistes d'un côté et des ouvriers de l'autre, mais une seule classe de créateurs dans tous les sens du mot.

Voilà à peu près, trop longuement parce que je vous écris au courant de la plume, et bien confusément, ce que je pense. Si je me trompe, pardonnez-moi. Je vous répète que je ne me sens, devant votre entreprise, aucune certitude.

Cordialement à vous.

Albert CAMUS.

Merci pour les *Belles journées* que je vais lire avec intérêt. Le sujet est magnifique.

LE DELIRE ET LA REFLEXION

Il n'est de démocratie vraie que là où les citoyens se forgent une opinion personnelle, interviennent dans la conduite des affaires publiques et endossent une responsabilité. Il n'est de démocratie sociale que dans la mesure où les organisations créées pour coordonner les efforts des membres d'une même classe sociale, manifestent leur existence et pèsent sur les décisions générales pour les orienter, avec la volonté de défendre leurs intérêts propres et de faire triompher leurs décisions prises librement.

Force nous est de constater que ni la démocratie politique ni la démocratie sociale ne fonctionnent en France. Et cette paralysie s'explique non pas par un régime de terreur ou de contrainte, mais par une apathie évidente des oppositions politiques et par un immobilisme quasi total des centrales syndicales ouvrières. Le phénomène que nous pouvons tous constater, et qui se caractérise par le renforcement et l'élargissement des pouvoirs attribués au Président de la République, trouve son origine — notamment — dans le refus des travailleurs de s'intéresser aux problèmes sociaux, de s'organiser et d'agir. S'il fallait caractériser par une formule l'attitude de la classe ouvrière, il faudrait choisir non pas « Il faut que ça change », mais « Pourvu que cela dure ».

Le plein emploi, les heures supplémentaires, la multiplication des spectacles et des auditions — qui n'exigent aucune participation personnelle — la durée des communications, font que l'immense majorité des salariés n'accordent plus ni temps ni intérêt aux questions sociales, ni même aux drames internationaux. Cette absence de recherche personnelle, ce retrait des activités communautaires, ce refus d'intervention expliquent pourquoi toutes les centrales réunies n'ont manifesté leur existence que par une grève d'une heure, suivant des mots d'ordre équivoques.

⁂

Il y a, pour les syndicalistes que nous sommes, une première responsabilité à endosser, qui est celle de la lucidité. Rien ne peut être conçu, tenté ou poursuivi si nous cédons au délire qui semble s'être emparé de la plupart des esprits.

La mobilisation populaire organisée pour soutenir le général de Gaulle nous semble relever de ce délire. La seule raison qui pouvait réunir les diverses confédérations et fédérations ouvrières dans une action commune était une identique volonté de faire cesser la guerre d'Algérie. Or, le discours du premier personnage de l'Etat, radiodiffusé fin janvier disait clairement : poursuite de la « pacification », confiance en l'armée pour assurer la sincérité d'éventuelles élections, refus de négociations politiques avec les représentants des combattants algériens.

Nous entendons bien les *habiles politiques* nous détailler les projets intimes du Général-Président et nous faire des cours de tactique politique. Mais nous voyons bien mieux encore l'essentiel du programme des ultras — c'est-à-dire ce qui concerne l'Algérie — être repris par l'armée qui campe en Afrique du Nord, et être imposé au gouvernement actuel.

Nous constatons en outre que dans la mesure où une politique libérale pouvait être envisagée et projetée par de Gaulle, son seul soutien réel en Algérie était le F.L.N.

⁂

Un gouvernement qui n'a rien fait pour briser l'action et l'organisation de courants de pur esprit fasciste, un gouvernement dont de nombreux ministres sont les produits de cette action et de cette organisation, demande les pleins pouvoirs. Les partis démocratiques les lui accordent. Le parti communiste ne s'y oppose que pour la forme. Et cette manifestation de quasi unanimité est baptisée par la « gauche » : réveil populaire, défense de la République, manifestation antifasciste.

Nous n'y voyons qu'une démission supplémentaire, non seulement des partis et milieux démocratiques, mais aussi du simple bon sens. Des tomates ont suffi à faire reculer le leader du parti socialiste. Le bruit de l'arrivée de parachutistes à Paris a fait disparaître les partis de masse. L'esprit de décision et la volonté d'agir ne reviennent aux dirigeants et aux appareils que dans la mesure où un personnage sans parti, sans équipe, sans appareil, sans programme défini, se charge de décider et d'agir.

Derrière la façade des institutions traditionnelles, paralysées par la sclérose, investies par les clans, dévorées par les intrigues, mises en échec par les coalitions d'intérêts, se manifestent les puissances réelles, qui traduisent les déclarations ministérielles en chiffres. Industriels, financiers, paysans, technocrates sont solidement installés et mènent un jeu serré. Il n'est que la classe ouvrière qui se contente de la perspective des vacances payées avec les semaines de 54 heures, le doublage et le travail noir.

⁂

Le même personnage mythique auquel tant de citoyens font confiance pour qu'ils puissent dormir en paix avec la conscience sereine à force d'être vide, a jusqu'à présent esquissé une politique internationale. Celle d'un nationalisme intégral. Celle qui plait tellement à Khrouchtchev, lequel viendra se faire acclamer à Paris le mois prochain, par ses brigades communistes, les C.R.S., les amateurs de défilés et les exportateurs.

Car dans la mesure où le Président-Général mène une politique extérieure, c'est la diplomatie russe qui représente son meilleur allié. Avec une flotte méditerranéenne sous commandement bien de chez nous, avec des divisions en Algérie, avec des refus hautains aux demandes d'installation de bases américaines en territoire national, l'O.T.A.N. se ratatine aux dimensions d'un dispositif bureaucratique. Ce n'est pas le Kremlin qui s'en plaindra, bien au contraire. Ni même Franco, dont le régime branlant se trouve étayé par les subventions nord-américaines, celles-ci payant le droit d'installer des bases en territoire ibérique.

Décidément, comment voulez-vous demander à Thorez de pourfendre Debré et à Benoît Frachon, de déclencher des grèves revendicatives ? Ils sont comblés.

Les observateurs qui s'étonnaient du nombre de voix communistes qui s'étaient portées lors du référendum sur le nom du Général n'avaient pas le sens de l'histoire : ces voix étaient celles des précurseurs. La route du Front National est ouverte, et nous ne doutons pas que bien des chefs syndicaux s'y engageront.

Mais pas nous.

Louis MERCIER.

Chronique de l'Union des Syndicalistes

ET MAINTENANT, LA PAIX EN ALGERIE...

Nous venons donc de voir éclore, grandir et disparaître une révolution. N'exagérons rien : nous venons de voir, à l'état pur, un soulèvement du type fasciste. « Des petits-bourgeois enragés », comme disait Lénine, se mettent à jouer les héros et, parce qu'on leur laisse édifier des barricades en leur donnant même un coup de main, se croient les plus forts. Au moment où l'Afrique, toute l'Afrique, est soulevée par un courant irréversible qui secoue la tutelle des maîtres européens, au moment où tout le monde sait que, dans le meilleur des cas il s'agit seulement de faire la part du feu, de petites gens se dressent — les gros ont déjà compris — pour défendre de petits intérêts. Ils ne sont pas très beaux à voir ; ils le savent confusément sans se l'avouer ; mais cela ne les rend que plus enragés. Avec l'aide de l'armée, on prouvera que la bêtise a raison. On a le chef convenable : le cafetier Ortiz, marchand d'anisette. En France, on a bien vu 2.500.000 électeurs et électrices voter pour Poujade qui respire la finesse, et à Paris même, le Ve arrondissement, celui des Ecoles, capitale de l'esprit, voter en majorité très nette pour Le Pen, faux étudiant fier-à-bras. On n'a pas fini d'en voir...

On se mettait déjà, pour aller plus vite, à compter ceux qui ne trahissaient pas. Les généraux et les colonels d'Alger avaient déjà fait la preuve de leur loyalisme. Delouvrier lui-même — « la France en Algérie », dit César — avait montré ce qu'il fallait attendre de lui, dans un discours hoquetant et désemparé. Debré était égal à lui-même, lié par un fil gros comme un câble à ses anciens complices. Il ne restait plus qu'à attendre que César se trahisse lui-même...

Eh bien ! non ; il ne s'est pas trahi. Fier monarque, il a maintenu. Aussitôt, le peuple de France a reconnu son maître et, s'il l'avait fallu, l'aurait plébiscité encore. Cet homme-là vous sauve de tout, même du fascisme. Il suffit, je vous le dis, de lui faire confiance. Mais quand il mourra... Alors, on en appellera au bon Dieu ! On commence à comprendre le confort qu'offraient les lignées des familles royales. « Le roi est mort, vive le roi ! » Ah ! comme tout le monde a compris d'un seul coup ce qu'il fallait dire et penser. Les speakers de la Radio et de la Télévision n'ont plus trébuché sur le qualificatif ; hier, ils donnaient encore du « national » et du « patriote » ; aujourd'hui, ils y allaient de « l'insurgé », voire même du « rebelle ». Enfin, tout était clair, et l'on était de nouveau en démocratie !

Je suis injuste : j'allais oublier la grève générale d'une heure. Que dis-je : la grève générale ! « L'arrêt national » du travail. Magnifique démonstration de force indépendante et autonome de la classe ouvrière ! Je crois très sincèrement que, le jour du jugement dernier, il faudra compter cela à l'actif de nos directions syndicales. Que diriez-vous, s'écrieront-elles, si nous n'avions rien fait ? C'est vrai, voilà tout ce que vous pouviez faire. Il y a cinq ans passés que la guerre d'Algérie dure et, enfin, vous avez organisé une grève pour qu'elle s'arrête.

Pour qu'elle s'arrête ? Pour laisser au monarque le soin de l'arrêter. Le problème fondamental est toujours là, lancinant : il faut arrêter la guerre d'Algérie. Depuis plus de dix-huit mois, César a reçu mandat de le résoudre. Où en est-il ? Dans sa harangue du 29 janvier, il a posé l'alternative : écrasement total de la rébellion (il s'agit de l'autre rébellion, celle des « fellagas ») ou bien « modalités d'un cessez-le-feu ». Il vaut mieux abandonner tout de suite le premier terme. Il y a plus de cinq ans que les gouvernements de Paris, tous les gouvernements (et il ne serait pas sans intérêt d'en refaire la liste) nous ont annoncé « l'écrasement total de la rébellion », le dernier quart d'heure de Lacoste. Qui peut y croire encore ? Il n'y a donc plus que ce que César appelle « les modalités d'un cessez-le-feu ». Soit, que vos « pleins pouvoirs » — vous ne les aviez donc pas ? — vous servent à faire le cessez-le-feu. Pas une reddition, car la reddition, c'est une autre façon de désigner l'illusoire solution que les généraux et les colonels cherchent en vain depuis plus de cinq ans, avec des moyens que nous payons assez cher pour en mesurer l'ampleur. Non, le cessez-le-feu, ce n'est pas la solution du problème ; c'est la condition pour essayer de trouver une solution. Nous attendons César dans les semaines qui viennent.

De la classe ouvrière et des syndicats dont nous sommes les cotisants et qui sont censés la représenter, nous attendons une prise de position indépendante. N'essayez pas de nous faire croire que nous l'avons eue ces derniers jours. Si une position ouvrière internationale et internationaliste existait et s'exprimait, tout serait changé, tout s'éclairerait.

Comme nous n'entendons rien de ce côté, nous voilà encore une fois réduits à attendre de César un oracle favorable. Sera-t-il écrit que cet homme qui se place lui-même sous l'égide du patriotisme et du nationalisme intégral, sera-t-il écrit que César fera, pour le bon peuple de 1960, la pluie et le beau temps ?

R. G.

Réflexions sur l'assurance-chômage

Le 31 décembre 1958, l'accord relatif à l'institution en France d'un régime d'assurance-chômage complémentaire a été signé entre le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), la C.G.T.-F.O., la C.F.T.C. et la Confédération des cadres (C.G.C.) ; la C.G.T. qui n'avait pas participé aux longs mois de discussion ne l'a pas alors paraphé, mais la possibilité d'adhérer lui était laissée. Et, en cette période de premier anniversaire d'une nouvelle conquête ouvrière, il est néanmoins navrant d'assister à ce fait d'une lutte stupide afin de démontrer — inutilement d'ailleurs — que c'est : C.F.T.C., C.G.T.-F.O. ou C.G.T. qui ont eu les premiers l'initiative de proposer, de demander, de réclamer la création, etc.

A mon sens, il est bien plus important de dire que le mouvement ouvrier dans son ensemble (ce qui est l'admirable vérité !) s'était préoccupé depuis longtemps déjà de ces problèmes et qu'il avait pris toutes les initiatives de nature à tendre à la garantie

pour les travailleurs des conditions normales d'existence, et ce, en toutes circonstances.

Ceci étant précisé, où en est la « nouvelle étape » dans la lutte contre la misère : l'assurance-chômage?

Un arrêté du 12 mai 1959 a étendu les dispositions de la convention du 31 décembre 1958. Cette mesure a une portée considérable puisqu'elle assujettit en principe à l'obligation de contribuer financièrement au régime, l'ensemble des entreprises industrielles et commerciales et protège par là même contre le risque chômage la quasi totalité des salariés de l'industrie et du commerce. Mais en cette « république des Français à part entière », la législation relative à l'institution du régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi ne peut honnêtement se limiter à l'industrie et au commerce. En effet, il s'avère que ledit régime d'allocations spéciales ne couvre pas les activités agricoles et libérales ainsi que certaines professions non représentées au Conseil National du Patronat Français.

L'extension doit être réalisée vers tous les secteurs de l'économie, y compris et surtout celui de l'agriculture. Ces hommes, ces femmes qui fécondent la glèbe par leur dur travail sont-ils des parias ?

Non !

Alors exigeons donc l'extension du régime de « l'assurance-chômage » aux cul-terreux. A ces ouvriers agricoles et viticoles frappés indignement par une législation sociale ségrégative sur laquelle, ici-même (« R.P. » de juin 1959), j'attirais l'attention des syndicalistes, car à l'échelle humaine, selon Proudhon, je n'oublie pas que « la fraternité ne peut s'établir que par la justice ».

⁂

Le régime d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce est géré par des A.S.S.E.D.I.C. (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), fédérées en une U.N.E.D.I.C. (Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

L'U.N.E.D.I.C., qui assume notamment la gestion du Fonds National de Compensation et de Garantie de « l'assurance-chômage », neuf mois après son institution a dressé un bilan financier des plus favorables.

Les A.S.S.E.D.I.C. sont riches !

Au 30 septembre 1959 (c'est-à-dire après neuf mois d'existence) les contributions encaissées s'élevaient à 22.064 millions de francs (A.S.S.E.D.I.C. Nationales : 935 millions ; Seine et Seine-et-Oise : 8.100 millions ; Province : 13.029 millions), tandis que les allocations versées atteignaient 1.976 millions (A.S.S.E.D.I.C. Nationales : 10 millions ; Seine et Seine-et-Oise : 447 millions ; Province : 1.519 millions). Ainsi donc, au 30 septembre dernier, l'U.N.E.D.I.C. se trouvait avec un avoir brut de vingt milliards quatre-vingt-huit millions. Au 31 octobre, l'exédent brut se chiffrait à plus de vingt-trois milliards.

Quelque trente milliards d'excédents (desquels toutefois il faut déduire les frais de gestion) à la date du premier anniversaire de la signature de la convention du 31 décembre 1958, voilà qui fait penser « au Père Noël » et qui, certes, peut tenter la cupidité des ci-devant « princes qui nous gouvernent ». Et, à ce propos, une sommité française de l'économie, bien placée pour connaître admirablement les mœurs de la gent gouvernementale, M. Emile Roche, président du Conseil Economique et Social, écrivait (« La Dépêche du Midi » du 4 décembre 1959) : « Ces sommes considérables vont-elles (si la situation économique reste sensiblement la même) somnoler quelque part, même dans une banque ? Tôt ou tard, tel service, tel ministère ne voudra-t-il pas les utiliser pour quelque opération de trésorerie, pour quelque gouffre budgétaire et, une fois de plus, des ressources amassées pour une fin déterminée seront détournées ? Il ne faut pas attendre que les convoitises soient excitées pour utiliser convenablement ces excédents. »

Puisse cette opinion autorisée faire réfléchir sérieusement les syndicalistes siégeant au sein des Conseils d'Administration des A.S.S.E.D.I.C. et de l'U.N.E.D.I.C. Puisse surtout, « le sac » réitéré du Fonds National de Solidarité servir d'exemple et, avant qu'il ne soit peut-être trop tard, susciter des « audaces » :

Un système d'indemnisation du chômage partiel ;

Relever le taux des allocations servies.

Et que ces messieurs les potentats du Patronat Français ne viennent pas disputer, quant à la disposition par les travailleurs du fonds de l'assurance-chômage, prétextant que la contribution au financement est supportée pour la majeure partie par l'entreprise (80 %) et pour le restant (20 %) par les salariés.

Aussi bien, aurions-nous certainement tort de ne pas rappeler que la part à la charge de l'employeur représente un prélèvement sur les biens de l'entreprise et ce qui est prélevé ainsi ne peut plus être versé en salaires. Ce qui revient à dire que ce sont les travailleurs salariés, et eux seuls, qui alimentent, en l'occurrence, le fonds de l'assurance-chômage, et partant, que ce sont les travailleurs qui doivent en assumer la gestion, afin d'éviter à leur œuvre de solidarité de prendre le caractère d'une gigantesque duperie.

Francis DUFOUR.

Parmi nos LETTRES

Syndicalistes décorés

Du camarade LE GUILLERMIC, de la Seine-Maritime :

Je viens de lire dans la « Révolution Prolétarienne » l'article de R. Louzon, « Du condamné à mort au décoré ». Inutile de dire que je regrette qu'on ait publié cet article sans se renseigner sur la valeur de ce camarade qui fut toujours à l'avant-garde du mouvement syndical, et qui fut toute sa vie un révolutionnaire actif. Ici, au Havre, nous l'avons toujours vu au premier rang dans tous les mouvements de grève, soit pendant les grèves de 1922, soit dans celles de 28 et de 33, ne se contentant pas de rester au bureau, mais étant avec nous pour faire la chasse aux « poublancs » et également avec nous pour tenir tête aux C.R.S. qui, je vous prie de le croire, n'étaient pas tendres pour nous.

Certes, je regrette qu'il ait accepté cette Légion d'honneur, mais je ne retire rien de ma solidarité avec lui. Je suis d'autant plus à l'aise pour le défendre de tout mon cœur que je suis un des rares militants qui s'est abstenu volontairement de le féliciter ; j'ai été surpris qu'il ait accepté ; on a dû lui faire une rude pression pour le faire accepter, mais ce qui me paraît certain c'est qu'aujourd'hui comme hier, il sera toujours à l'avant-garde du mouvement.

Dans l'article sont cités les noms de Bour et d'Engler, mais le camarade Thomas n'a rien à leur envier, car si pendant les grèves du Havre les marchandises qui nous étaient destinées ont pû être déchargées à Rouen, Dunkerque, Bordeaux, lorsque ces ports furent en grève, par contre aucune marchandise qui leur était destinée ne fut déchargée au Havre, et cela sous l'impulsion de ce camarade, et je suis certain que si de nouveaux mouvements de grève venaient à se produire dans ces ports, au Havre ces navires seraient sûrs de faire demi-tour sous son impulsion, car Le Havre a un syndicat puissant qui a su faire plier le patronat et les pouvoirs publics. Ici nous avons adopté une mé-

thode qui fait perdre de l'argent au patron, tandis que l'ouvrier, lui, continue à toucher son salaire; il n'y a pas beaucoup de syndicats pour en dire autant. La méthode n'est peut-être pas révolutionnaire orthodoxe mais pour être moins spectaculaire, elle n'en est pas moins efficace, et cela depuis 28, donc à une époque où les syndicats étaient à l'état squelettique.

Je sais que cela fait bien de faire de la démagogie dans un article de journal, mais cela conduit souvent à désorganiser un syndicat, et souvent ces camarades sont incapables de faire quoi que ce soit dans leur corporation, parce que démagogues. *J'espère que Louzon fera une rectification.*

Bien entendu, il va sans dire que je n'ai rien contre le camarade Thomas personnellement, que je ne connais pas ; il se peut qu'il ait été en 22, en 28 et en 33 un excellent militant, et même peut-être qu'il le demeurera après sa décoration.

Mais il est un fait : au temps du syndicalisme révolutionnaire, les secrétaires de syndicats se faisaient arrêter, emprisonner, voire même condamner à mort comme Durand, tandis qu'aujourd'hui, ils se font... décorer. C'est là une évolution dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas de bon augure pour l'avenir révolutionnaire du prolétariat. Et le camarade Guillermic pense certainement comme moi, puisque, comme moi, il regrette que son ami ait demandé ce hochet.

R. L.

Les prix du gaz et de l'électricité

De J. FONTAINE, du Rhône :

Une rapide remarque au sujet de l'article de G. Touroude sur la légende dorée de l'E.D.F. et du Gaz de France.

Tous les chiffres concernant les comptes d'exploitation des deux grands services nationalisés sont certainement exacts ; mais il faut bien se rappeler que les chiffres ne recèlent pas toute la vérité. La réussite technique imposante, dit l'article, prouve que l'opération est d'une rentabilité exceptionnelle. Ça, c'est plus ou moins sûr. Mais si c'est la vérité, les usagers de la base sont en droit de poser cette question : à qui profite cette rentabilité ? Car les notes de gaz et d'électricité sont en augmentation constante, alors qu'elles devraient baisser au sens absolu du terme, *étant donné l'augmentation croissante, grâce aux nouvelles techniques, d'une productivité qui peut être qualifiée d'exceptionnelle. D'autre part, il est fallacieux de comparer le mouvement des prix de l'électricité et du gaz à celui des biens de consommation courante sans procéder à une discrimination nécessaire, car il est des prix qui ne sont pas susceptibles de baisser.*

Si la masse des consommateurs est dans l'obligation de payer toujours au même prix, ou plus cher, c'est-à-dire de travailler autant ou davantage pour jouir du confort que donne l'usage du gaz ou de l'électricité, il n'y a pas progrès mais recul du niveau de vie des travailleurs de la base. Mon raisonnement vaut pour tous les autres grands services ou entreprises plus ou moins nationalisés ou protégés, et en général pour toutes les activités productrices.

Maintenant une dernière remarque : que pense notre camarade Touroude du scandaleux prélèvement opéré par l'E.D.F. et le Gaz de France sous le titre location des compteurs, qui n'est pas hiérarchisé celui-là et qui a pour résultat de doubler pour des millions de vieux et d'économiquement faibles le prix de la consommation ?

Le revenu national et sa répartition

De R. JOSSELIN, de Niort :

En sortant d'une réunion de l'Institut de Préparation à l'Administration des Entreprises de Niort, je me souvenais d'une phrase de Guilloré dans sa chronique des Syndicalistes, parue dans la « R.P. » d'octobre : « On nous dit que le revenu national n'a pas cessé de croître, son taux de croissance ayant seulement été freiné. Cela veut donc dire que la répartition a été encore plus inégale, que la part de la classe ouvrière a été diminuée et que, si elle a moins reçu, d'autres ont eu davantage ». C'est ce que nous a dit M. Horbostel, professeur à la Faculté de droit et de sciences économiques de Poitiers, parlant, devant un auditoire d'industriels et de commerçants, sur la conjoncture économique depuis la récession de 1958. En précisant bien, d'ailleurs, que c'était une compression nécessaire.

En effet, pour M. Horbostel, des événements graves venaient de secouer notre pays. La situation économique était difficile. Les Français, à l'occasion de referendum et des élections, venaient de placer leur « capital confiance » dans l'équipe Pinay-Rueff. Cette équipe, pour guérir « l'homme malade de l'Europe », eut recours à la dévaluation, au franc lourd, à la réduction de l'impasse budgétaire. Résultat de cette thérapeutique : la récession a été moins importante que bien des pessimistes l'avaient prévue. Conclusion : si aucun événement intérieur ou extérieur exceptionnel n'intervient, les industriels et les commerçants présents peuvent tabler sur quelques années de sécurité économique.

Je ne sais pas si les auditeurs partirent rassurés et optimistes pour les années à venir, mais nous pouvons nous livrer à quelques utiles réflexions.

Tout d'abord, ce n'est pas à l'équipe Pinay-Rueff que 80 % de Français ont fait confiance pour leur politique économique. C'est à de Gaulle, dans l'espoir, fondé ou non, d'une paix prochaine en Algérie et d'un barrage aux activistes d'Alger. Il est incontestable, qu'à l'ombre de César, le capitalisme d'affaires a profité de l'occasion pour consolider sa domination économique. L'équipe Pinay-Rueff a pratiqué, avec les techniques citées plus haut, une politique de hausses (pardon, de vérité des prix !) en retardant aussi longtemps que possible la répercussion sur les salaires. D'où la diminution (nécessaire !) du pouvoir d'achat des salariés.

Pourtant, la récession n'a pas pris l'ampleur prévue. Pourquoi ? Parce que la compression de la masse des salaires a été compensée en partie par l'augmentation de la masse des autres revenus et la rentrée de capitaux de l'étranger. Un Français sur trois, nous a-t-on dit, dispose, pour une part plus ou moins importante, de revenus qui ne sont pas des salaires. Aussi leur faut-il un certain temps pour s'apercevoir si les mesures économiques prises leur sont ou non favorables. Certains, pendant ce temps, qui savent à quoi s'en tenir, agissent sans perdre de temps...

Enfin, il y a le peu de réaction ouvrière. Les raisons en sont complexes. Les plus importantes me semblent bien être : d'abord, la discorde qui règne dans le camp ouvrier par suite d'une politisation dans un sens partisan des syndicats, les virages et reniements des leaders ouvriers sur les problèmes qui intéressent la classe ouvrière. La déclaration de M. « K. » sur l'Algérie n'est pas faite pour inciter le P.C. à sortir de sa léthargie sur cette question particulièrement pénible aux travailleurs. Il y a encore le transfert au secteur tertiaire (bureaucrates, technocrates, etc.) d'éléments issus de l'agriculture et de l'industrie, avec tout ce que cela entraîne de transformation de la psychologie et des conditions de vie. Egalement, la lassitude des ouvriers devant la guerre permanente que mène la France depuis 1939. Et aussi, le fait que 400.000 chômeurs en puissance sont mobilisés en Algérie, que des dizaines de milliers de travailleurs sont occupés en France à satisfaire les besoins de toutes sortes de ces combattants. D'où un chômage relativement faible.

Mais les artifices employés pour prolonger le fonctionnement de cette structure économique dans laquelle « le gouvernement veut que les lois libérales jouent leur plein effet » (le préfet dixit) s'usent vite au contact des réalités. Et, contrairement à M. Horbostel, nous craignons « qu'un événement intérieur ou extérieur » ne laisse pas les industriels et commerçants de notre région jouir des quelques années qui viennent en bons pères de famille.

A propos des souvenirs de Monatte

De L. CHANTESAIS, de Seine-et-Oise :

Je prends connaissance, à l'instant, de l'article « Les fossoyeurs de la V.O. » dans le numéro de janvier 1960 de la R.P.

Entré à la V.O. en février 1920, c'est au bout de quarante années que Monatte me met en cause pour m'apprendre qu'une camarade, que j'ai connue sous le nom de Germaine, se serait suicidée parce que le journal passait aux mains de Monmousseau et Chantesais !

Comment se défendre devant une pareille accusation ?

Je me rappelle bien, en effet, cette camarade avec laquelle, pendant les quelques semaines où nous avons travaillé ensemble, je n'ai eu aucune discussion sérieuse quant à la marche du journal. Il ne pouvait donc y avoir désaccord entre elle et moi comme le laisse supposer Monatte. Sur quoi s'appuie-t-il pour formuler aujourd'hui une telle accusation ? Pourquoi, surtout, n'en avoir pas parlé sur le moment, *alors qu'Hattenberger était de ce monde ?*

En ce qui concerne mon travail à la V.O., *je n'ai jamais eu, avec Monatte, la plus petite explication.*

Ce que je puis dire, c'est que, de 1920 à mars 1936, la V.O. *a péniblement vécu, même avec les subventions de l'I.S.R.*

Il a fallu le puissant mouvement de 1936 pour que son tirage monte en flèche, de 14.000 exemplaires à 250.000 en l'espace de quelques mois.

A mon départ de la V.O. — *après vérification des comptes et quitus de ma gestion — il n'y avait plus un sou de dette ; le compte chèque postal 231-46 approchait du million ; la caisse avait de larges disponibilités et, chez l'imprimeur, il y avait du papier paye pour le tirage d'un numéro au moins.*

Comme quoi la tâche d'un administrateur de journal ouvrier se voit rudement allégée quand des centaines de militants des entreprises — ce que la V.O. *n'a pas connu en 1920-21, etc. — s'emploient à le diffuser.*

Monatte parle ensuite d'une entrevue qu'il eut avec Hess, sans doute en 1923, puisque, écrit-il, peu après son départ de la V.O. *Encore un fait que j'apprends au bout de 37 ans.*

Rien, dans mes rapports avec Hess, à Bléré, durant ma gérance à l' « Espérance », ne peut accréditer l'opinion qu'il aurait, d'après Monatte, formulée à mon endroit. Je répondrai plus amplement sur ce point quand j'aurai des précisions.

J'ajouterai enfin ceci : je suis parti de la V.O. *parce que je ne pouvais plus travailler avec des hommes qui acceptaient, sans broncher, les procès de Moscou.*

Chantesais s'étonne que je ne lui aie jamais dit à l'époque ce que j'ai écrit sur les circonstances de mon départ de la « V.O. » en janvier 1922. Qu'il se rappelle. Les deux faits qu'il retient, le suicide de Germaine Rouzé et la visite que me fit le camarade Hess, d'Indre-et-Loire, remontent à quelques semaines, au plus quelques mois, après mon départ de la « V.O. ». Les rapports entre Monmousseau et moi avaient été singulièrement refroidis par les propos tenus à Marie Guillot et par le refus de me régler mon dernier mois de cuisinier de la « V.O. », celui de décembre 21. Sans parler des désaccords soulevés par la scission confédérale elle-même. Plus le moindre rapport. Nous ne nous voyions plus.

Pourquoi n'ai-je pas rendu ces faits publics alors ? Tout bonnement parce qu'ils étaient d'ordre personnel et que le mouvement n'avait rien à y gagner.

Chantesais dit n'avoir travaillé avec Germaine Rouzé que pendant quelques semaines. Qu'il rassemble ses souvenirs. Elle travaillait déjà à l'administration de la « V.O. » lorsqu'il y est entré en février 1920. Cela fait non quelques semaines, mais deux années, 1920 et 1921. Sa démarche à l'imprimerie Perfecta s'est produite à l'une des dernières mises en page de la « V.O. » que j'aie faites, soit fin 1921, soit début 1922. Son suicide est du début de 1922.

Quant à la visite inattendue que me fit Hess chez moi, rue des Mignottes, elle eut lieu un peu plus tard, mais pas en 1923, plutôt dans les premiers mois de 1922.

Certes la « V.O. » n'a connu la grande poussée qu'à la faveur du mouvement d'occupation d'usines de juin 1936. Mais déjà le grand César, qui travaillait davantage sur la base de l'organisation que sur la base de l'usine, avait fait monter le chiffre des abonnés à plus de 7.000. Ce n'était pas un mince résultat. Il l'avait obtenu avec l'aide de Germaine Rouzé.

Chantesais devrait bien au lieu de se poser ses questions, se demander comment il a pu passer à côté de la réalité sans la voir et sans la comprendre sur le moment.

Il est parti de la « V.O. », dit-il, parce qu'il ne pouvait plus travailler avec des hommes qui acceptaient sans broncher les procès de Moscou. Je suis content d'apprendre que telle fut la raison de son départ. Cela prouve que le militant d'avant 14 n'était pas mort en lui. Mais ne croit-il pas que de 1924 à 1936 bien des positions et des événements en Russie auraient dû le faire broncher.

Pierre MONATTE.

Témoignage sur la Hongrie

De Georges RINO, de Paris :

Dans un article intitulé « Un curieux observateur en Hongrie », Ferenc me prend violemment à partie dans le dernier numéro de la « Révolution Prolétarienne », au sujet de mon article, paru dans « France-Observateur » du 5 novembre 1959, intitulé « La Hongrie trois ans après ».

L'interprétation que Ferenc donne à ma position sur la Hongrie m'oblige à apporter ici quelques précisions.

Tout d'abord, soyons clairs : il est exact que mon article peut prêter à interprétations diverses — ce qui s'est d'ailleurs produit. L'une des causes provient des coupures effectuées dans le texte (elles sont très nettes par endroits). Je me garderai bien rejeter la responsabilité sur la rédaction de « France-Observateur », à qui j'avais envoyé un texte beaucoup trop long.

L'autre sujet d'interprétation est dû (mais oui) à ma naïveté : ayant pris position publiquement contre l'intervention soviétique en Hongrie, et contre l'exécution d'Imre Nagy, j'avais cru préférable de rapporter un certain nombre de faits, de témoignages et de déclarations, plutôt que de développer mon point de vue journalistiquement. J'ai sans doute eu tort, puisque Ferenc et quelques autres s'empressent de m'attribuer les déclarations que je rapporte.

Je profite donc de l'occasion qui m'est ici offerte pour rappeler et confirmer sans équivoque mes déclarations concernant l'intervention soviétique et l'exécution d'Imre Nagy.

Cela dit, je ne voudrais pas laisser penser que je prends une position de facilité, afin de me concilier les lecteurs de la « R. P. ».

J'ai constaté un certain nombre de faits, qui permettent de penser que quelque chose a changé en Hongrie. J'ai discuté — contrairement à ce que croit Frenc — avec des ouvriers, avec des paysans. Partout, j'ai recueilli l'impression d'un certain soulagement par rapport à un passé récent. Partout, j'ai recueilli la certitude que personne ne voulait plus revenir à la situation d'avant 1956. De plus, et c'est surtout cela que j'ai voulu faire sentir, tout le monde est persuadé là-bas que l'évolution — loin d'être encore suffisante — est irréversible.

Le fait de souligner qu'il y a toujours des procès secrets, mais qu'il n'est plus possible pour le régime de les généraliser, ne veut pas dire qu'on s'en estime satisfait.

Le fait de souligner que la police politique est moins « nocive » parce qu'elle a gardé un souvenir cuisant de 1956, ne veut pas dire qu'on l'admette, en tant que telle.

Mais ces deux faits, ajoutés à de nombreux autres du même genre, permettent de constater une évolution certaine, qui, tout en étant encore loin de correspondre à nos vœux, marquent des transformations qu'on aurait tort de passer sous silence.

Un éloge du « général-micro »

Du Dr J. LEFEVRE, de Seine-et-Oise :

Louzon avait écrit « de Gaulle c'est seulement un général de micro ». Comme les récents événements donnent raison à Louzon ; mais peut-être pas absolument dans le sens qu'il attachait à son appréciation ?

Car enfin faire tomber des barricades, désarmer des factieux, seulement par quelques paroles énergiques prononcées au micro, cela ne me paraît pas à la portée de tout le monde.

Toujours l'opposition M.N.A.-F.L.N.

De Mohammed EL DJERAH, de Paris :

Dans le dernier numéro de la « R.P. », J. Gallienne a relayé en quelque sorte le camarade Louzon, quand il y a quelques semaines, ce dernier a soulevé un certain nombre de problèmes au sujet de la Révolution algérienne, son avenir et les rapports F.L.N.-M.N.A. Nous pourrions donc renvoyer Gallienne à notre réponse qui a paru dans la « R. P. » de novembre 1959.

Cependant, nous profitons de cette occasion pour lui poser un certain nombre de questions.

Gallienne déclare avoir séjourné longtemps en Tunisie où il se trouve encore. Il dit également qu'il est en possession d'informations très précises en ce qui concerne le M.N.A. et le F.L.N. D'autre part, il fait état de témoignages d'un de ses amis qui, comme lui, connaît bien le Maroc et y est installé. Fort de tous ces renseignements, il déclare, non sans conviction, que ces informations sont non seulement très précises, mais encore ne peuvent souffrir aucune contestation.

Nous demandons cependant au camarade Gallienne de répondre aux questions suivantes :

1° Ahmed Mezerna, ancien député M.T.L.D., et Chadly Mekki, qui se sont trouvés au Caire au moment du déclenchement de la révolution algérienne, ont été arrêtés et incarcérés par le gouvernement égyptien sur ordre du F.L.N.

Comment qualifiez-vous cet acte ?

2° Savez-vous que Mohamed Belbegra, avocat au barreau d'Oran, a été assassiné au Maroc où il s'était rendu en 1956 avec toutes les assurances et garanties du gouvernement marocain.

Pourquoi cet acte criminel ?

3° Savez-vous que d'autres combattants M.N.A. qui se sont rendus dans le Rif au début de la révolution algérienne, ont été livrés par le F.L.N. à la police espagnole comme étant des agents français ?

Pourquoi cela ?

4° Pourquoi le gouvernement tunisien et le gouvernement marocain n'accordent pas la même aide et ne tolèrent pas la présence du M.N.A. sur leur territoire comme ils le font pour le F.L.N. ?

5° Dans quel but Bourguiba a envoyé un message de sympathie à Messali Hajd après sa libération ?

6° A l'étranger, toutes les ambassades tunisiennes et marocaines sont ouvertes au F.L.N. et non au M.N.A.

Pourquoi cette discrimination ?

7° Savez-vous, camarade, que Bourguiba a été exclu, en février 1956, par le Comité du Maghreb Arabe composé du F.L.N., de Salah Ben Youssef et de l'Istiqlal.

Quelle a été la raison de cette exclusion ?

8° Pouvez-vous nous dire pourquoi, à la même époque, Benbella avait déclenché une violente campagne contre Bourguiba et le bourguibisme ?

9° Certes, il y a eu, par la suite, une sorte de réconciliation entre le F.L.N., Bourguiba et Nasser.

Quelles ont été les causes de cette réconciliation préfabriquée ?

10° Savez-vous qu'Amirouche, dont vous faites l'apologie, a assassiné des centaines de militants M.N.A. Ce fait, précisément, ne vous rappelle pas les agissements d'un certain bourreau au sein des brigades internationales et qui a été la cause de l'échec de la guerre d'Espagne ?

Si le M.N.A. n'existait plus et n'a aucune audience, pourquoi cet acharnement et ces massacres sans fin contre ses militants ?

Que pensez-vous, camarade, de l'attentat contre Messali Hadj ?

A la suite du remaniement du pseudo-gouvernement F.L.N., un « S.S. », ayant appartenu à l'armée hitlérienne et parachuté en Algérie lors de la dernière guerre, en fait partie.

Qu'en pensez-vous ?

Ce qui est certain, si un tel cas s'était produit au sein du M.N.A., les staliniens et la petite gauche n'auraient pas manqué de nous traiter de fascistes.

Croyez-vous que la Gauche française ait fait son devoir pour mettre fin à ces luttes fratricides ?

Qu'attendent le Roi du Maroc et le Président de la République tunisienne, hautes personnalités islamiques, pour intervenir et mettre fin à ce conflit ?

N'avez-vous pas l'impression que le fait de se désintéresser de ce problème, c'est souhaiter la destruction du M.N.A. ? En tout cas, nous connaissons un chrétien progressiste qui a déclaré à Nantes qu'il faut laisser le plus fort détruire le plus faible à propos de ces luttes.

Quant à nous, nous croyons que ce chrétien progressiste n'est pas le seul à raisonner ainsi.

Que pensez-vous, camarade Gallienne, du massacre de Melouza où plus de trois cents Messalistes ont été froidement assassinés pour avoir refusé de rallier le F.L.N. ?

Appréciations d'ensemble

De J. DUPERRAY, de Saint-Etienne :

Le Monde du 23 décembre 1959 *rend compte de plusieurs ouvrages sur les planifications économiques en cours en Chine, en Russie, et dans le monde capitaliste. On a l'impression qu'un double courant s'établit partout où s'installe peu à peu une sorte de corrélation entre la libre initiative et le dirigisme économique. La clé de ces rapports tient dans cette formule : « Le critère de rentabilité ne suffit plus pour un certain nombre de grandes déterminations et il est de nombreux cas où le marché ne peut plus donner d'indications suffisantes. La planification indicative doit alors entrer en jeu ». Je reporte les camarades aux renseignements approximatifs que nous avons pu avoir sur les réactions, entre autres, du Conseil économique polonais. On a bien l'impression que les réadaptations planistes de l'Est et que les adaptations planistes de l'Occident concourent à la généralisation du système à double secteur avec osmose et interdépendance. C'est cela que j'aurais aimé mettre en évidence avec l'étude sur le « socialisme démocratique » de la C.F.T.C. minoritaire, celle sur la « nationalisation de l'enseignement », celle sur l'échange de vue « circuit distributif » organisé par le G.I.E.C.O. de la Loire, qu'aurait suivi une étude de la plaquette de Gaston Leval (groupe socialiste libertaire) : « Pratique du socialisme libertaire ». Mais je comprends et les camarades de la Loire comprennent avec moi que le problème des rapports entre les nécessités de l'information d'actualité et la surface de papier utilisable dans la R.P. posent aux « cuisiniers » le problème constant du choix.*

***

Je pense que tous les camarades peuvent être satisfaits. Notre R.P. devient de plus en plus un organe de combat qui utilise ses faibles moyens avec le maximum d'efficacité.

Laïcité, M.S.U.D., expérience Leclerc, intéressement des travailleurs à l'entreprise, déchéance de la social-démocratie allemande, problème de la réforme de l'enseignement y sont évoqués avec les échanges de vue qu'ils suscitent, les arguments utilisables, les esquisses d'action pratique à réaliser, les possibilités de liaisons à établir et cela en rapport (grâce à Monatte par exemple) avec le passé ouvrier, comparable à nos temps « sans espoir », et les perspectives générales, aussi sombres soient-elles (avec Louzon).

Je vois les « papillons » sur les formules du Syllabus, les réactions dans la presse, sur les chantiers, auprès des « Amis de la Liberté » et des camarades des syndicats américains, contre l'im-

monde politique d'Eisenhower, en faveur du « Croix gammiste » type : Franco, le porc de l'Histoire moderne. Je vois les sections du M.S.U.D. à créer — les foyers d'action laïque à soutenir. Tout cela est réalisable, et les campagnes qui ont aidé à donner « mauvaise conscience » au peuple américain à propos du problème noir, peuvent se réveiller, qui amèneront ce peuple à cracher dans la main de Franco-le-fasciste, et à retrouver l'Espagne véritable, celle des exilés, celle des usines, celle de la U.G.T., de la C.N.T., de la F.A.I. et de la République, celle de Ferrer, et celle de Durruti.

***

La R.P. nous parle d' « Albert Camus ». Albert Camus est pour nous un type d'homme qui correspond bien à notre époque. Il considérait notre monde comme absurde, sans espoir, et l'histoire était dépourvue de sens à ses yeux. C'était dans cette absence d'espoir qu'il puisait les raisons de son honnêteté intellectuelle et de sa solidarité d'homme solitaire.

Il disait ce qu'il était : pas un ouvrier, un écrivain indépendant. Il disait les limites de ses possibilités, mais il ne s'arrêtait pas avant d'avoir donné tout ce qu'il estimait compatible avec ces limites mêmes. Il était un des rares écrivains qui conçoivent que leur liberté est de même nature que la liberté revendicative ouvrière. C'est ce qu'il y a de plus important dans son message. La Loire n'a jamais oublié son amitié et sa participation à ses travaux.

***

Je vois que Louzon est passé du « parti américain » *au mot d'ordre* « à bas le monde libre des milliardaires » *selon un processus que nous concevons et approuvons parfaitement. Il redécouvre aussi auprès de la conscience ouvrière, la valeur psychologique du subconscient ouvrier, plus loin, celle de « la création artistique ». Ce sont là aussi de grands problèmes, trop négligés, je crois, par nos organisations, mais si difficiles aussi.*

La dernière activité du G.I.E.C.O. de la Loire : conférence-débat sur le « théâtre et les travailleurs » et sur l'œuvre de Bertold Brecht s'est déroulée dans de très mauvaises conditions atmosphériques surtout. La salle a été quand même archicomble de jeunes gars du bâtiment, de la mine, de la métallurgie et du textile.

Le public prévu pour l'ouverture de notre « cycle de formation culturelle » a été dépassé, comme l'avait été celui de notre meeting d'ouverture du « cycle d'information ». (Les circuits de distribution, plus de 1.000 personnes). Certes Jean-Marie Boeglin a eu une tâche difficile. De cette réunion trois leçons à tirer : On ne résoud ni avec des formules, ni avec des préjugés, des condamnations hâtives, et de nouvelles conventions les problèmes financiers, matériels, psychologiques et psychiques de la culture ouvrière. Mais la seule lecture d'un beau poème montre toute la puissance percutante que conserve l'Art auprès des jeunes travailleurs, aussi bien qu'auprès des peuples neufs. Le trésor que négligent à ce propos les organisations ouvrières est immense

***

A propos de la campagne « antifranquiste » à entreprendre auprès du peuple américain pour lui montrer qu'il ne sort de l' « esclavagisme noir » que pour retomber dans l' « esclavagisme » franquiste, les camarades amis de la R.P. qui sympathisaient avec « Preuves » et les « Amis de la Liberté » ont dans la Loire donné leur démission de cette association où venaient parler certains parlementaires étrangleurs de la « laïcité française » et ont motivé leur éloignement de cette défense « confusionniste » de la « liberté » dans les lettres adressées aux responsables de ces organisations.

A Tunis, les Africains se sont rencontrés

Pourquoi ne pas avouer que nous n'avons pas trouvé, dans le vaste rassemblement des représentants des mouvements politiques et syndicaux d'Afrique, réunis fin janvier à Tunis, beaucoup de militants avec qui parler ouvertement et sur pied d'égalité ? Tel militant congolais, tel ouvrier algérien pouvaient être abordés en cette langue qui nous est commune, celle du combat social et de l'identique volonté de créer une communauté fraternelle. Mais pour l'immense majorité des leaders politiques, des chefs de centrales, des ex ou futurs ministres, le contact nous a été difficile. Pas pour des questions de méfiance ou des différences de peau. Plutôt pour des oppositions de destin, de buts, disons le mot : de classe.

Une phrase de Bernanos nous est remontée à la mémoire : « La livre de chair du pauvre est à bas prix ». Elle était vraie pour caractériser les pratiques du colonialisme. Elle reste vraie pour définir la mentalité de trop nombreux dirigeants des Etats neufs et des organisations revendiquant l'indépendance. La construction de nations souveraines est conçue à partir de la mise en valeur des richesses locales, par l'exploitation des réserves de main-d'œuvre. Il n'est question que de mobilisation des travailleurs, que de capital-travail, que de chômeurs à employer pour les œuvres d'intérêt public. Le problème de l'accumulation primitive se pose en des termes que les capitalistes du XXe siècle et que les staliniens reconnaîtraient sans mal.

Syndicats et coopératives sont considérés comme des organismes que le parti au pouvoir et que l'Etat tout-puissant utilisent. Ils ne sont que rarement associations nées de la communauté de souffrances et d'idéal. L'Occident manifeste son influence sur ce qu'il faut appeler les « élites » par le goût de l'apparat, la corruption des chefs et l'attirance vers un certain modernisme. L'Est soviétique et chinois est à la mode pour sa technique d'exploitation des masses. Toute une nouvelle bourgeoisie — de pouvoir ou d'administration — se lève, clamant encore les mots d'ordre d'émancipation humaine et de dignité individuelle, mais déjà consciente de ses possibilités propres, déjà méprisante envers ceux qui suivent et que l'on manœuvre, déjà complice des anciens régimes colonialistes avec les délégués desquels on se réunit pour discuter des problèmes économiques et financiers.

Peu d'ouvriers, peu de paysans à Tunis. Trop d'intellectuels, habiles, rompus aux finesses de la manœuvre et versés dans le double jeu. Les mots ne sont plus que pièges à propagande, les programmes sont réversibles, les réflexes sont provoqués. Un long asservissement conduit au désir de dominer. Trop d'humiliations débouchent sur le besoin de parader en quelque état-major.

La rencontre avec les Africains, qu'ils soient de la brousse, des bidonvilles ou des régions minières, ne peut utilement se faire que là où ils vivent, peinent et meurent. Celle qui s'est déroulée à coups de cocktails, de communiqués à la presse et de discours n'a été qu'une rencontre d'aspirants à parvenir ou de parvenus.

L'inventaire des forces de notre Internationale, facile à mener dans une Europe assoupie devant ss plats garnis et ses écrans de télévision, ne s'enrichit que de quelques rares éléments africains, de ceux qui ont choisi de demeurer avec leurs compagnons d'en bas. Ils existent, à Alger comme à Pointe-Noire, en Rhodésie comme au Cap, mais ils se comptent, comme nous nous comptons.

L'ITINERANT.

ÉGALITÉ « MINCE DE COLLE » !

A l'occasion d'une causerie sur « l'intéressement » des travailleurs à l'entreprise, Chambelland a reçu cette lettre d'un camarade de la Métallurgie parisienne. Nous croyons utile de la publier tout entière, alors même qu'elle risque de choquer un certain nombre de lecteurs.

Mon cher Chambelland,

Je t'avais promis de t'écrire à propos de quelques sujets d'actualité : je vais le faire aujourd'hui « au fil de la plume ». Il s'agit comme tu le verras de sujets dont on ne parle pas ou dont on ne parle guère. Certains sujets, d'ailleurs, semblent « tabous ».

Ainsi la « Sécurité Sociale ». Ne touchez pas à la « S. S. », pouvait-on lire il y a quelques jours sur les pancartes, au cours d'une manifestation de fonctionnaires... Parlons donc de la S. S.

La première chose qui frappe quand on l'examine, c'est que les cotisations des salariés sont d'autant plus lourdes que leurs salaires sont plus bas : ceux qui ne dépassent pas le « plafond » ou sont au-dessous payent effectivement 6 %. Les autres, un pourcentage de plus en plus faible au fur et à mesure que leurs salaires s'élèvent au-dessus du « plafond ».

Par conséquent, en toute logique, un des moyens — pas le seul — de combler le fameux déficit, serait de modifier le taux de pourcentage des cotisations : la S. S. encaisserait des sommes beaucoup plus importantes, tout en abaissant le pourcentage de la retenue, si l'on supprimait le « plafond » des cotisations et si la retenue s'appliquait aux *salaires réels*. Ça ferait peut-être de la peine aux « cadres », dont la C.G.C. traduit périodiquement l'effroyable égoïsme, en revendiquant fermement « le maintien de la sacro-sainte hiérarchie »... et sans l'exprimer aussi clairement..., le droit pour les cadres — et la possibilité — de se préparer de substantielles retraites aux dépens des peigne-culs du « régime général ». *Les syndicats n'ont rien à dire à ce sujet.*

Rien non plus au sujet du fameux « *ticket modérateur* » qui met « théoriquement » 20 % des frais à la charge des « assurés » mais, en fait, couramment 30 à 40 % avec la farce des « tarifs de référence », face à la réalité des honoraires médicaux, au coût des soins dentaires ou « oculistiques ». Rien non plus contre le fait que suivant leur emploi, leur profession, leur genre d'activité, les assurés jouissent (le mot est beau) de *droits inégaux* tout en payant les mêmes cotisations...

...Parce que ce « chef de service » ou cet « artiste », par exemple, sont « en contact avec le public », on permettra — et on remboursera — au premier le remplacement de ses incisives, au second des « verres de contact » tandis que le « vulgaire ouvrier » — pour la S. S. même le H.Q. n'est qu'un P.Q. (peigne-cul) — soignera ou remplacera ses « crochets » en grande partie à ses frais, et aura droit à des « verres à vitres » pour mettre dans des « lunettes à bon marché ». Or, le vulgaire ouvrier, pour se maintenir en bonne santé, a, autant que le chef de service, le représentant ou le vendeur, besoin de ses dents, et, tout autant que l'artiste, a besoin de voir clair.

Les syndicats n'ont rien à dire à ces sujets.

Quant au montant dérisoire de la retraite de la S. S., ça n'intéresse personne non plus. Ni non plus le fait que le pauvre type ou le « mal renseigné », qui prend sa retraite à 60 ans au lieu d'attendre 65 ans, perd non pas les cinq trentièmes, ou si tu veux le sixième du montant de la retraite pleine, *mais la moitié ! Un rien !*

Le montant de la retraite de la S. S. dépend surtout du salaire moyen gagné entre les âges de 55 et 65 ans... Le malheur c'est que, passé 50 ans, celui (ou celle) qui perd son boulot n'en retrouve généralement pas, ou qu'au mieux il (ou elle) glisse sur la pente savonnée des humiliations.

Dans le « privé », pas d'avancement à l'ancienneté, mais, au contraire, par déclassements successifs, l'ouvrier hautement qualifié risque de se retrouver O.S. ou même « manœuvre léger », ou même chômeur à vie, et de recevoir une retraite à la mesure de cette suprême médiocrité. *Rien de tout ce qui précède n'intéresse les syndicats. Aucun.*

Les syndicats n'ont rien à dire sur l'une des causes du déficit de la « caisse maladie » de la S.S. : *l'encouragement au lapinisme* (1). Au contraire, ils participent à cette folie.

Bien entendu, aucun d'eux ne se risquerait à dire, à proclamer que la S.S. ayant été instituée en vue de protéger les salariés contre certains risques, et entre autres de leur permettre de se maintenir en bonne santé, c'est un non-sens de tolérer qu'un « gouvernement incroyable » et un « parlement introuvable » continuent de « fabriquer » à jet continu des infirmes, des mutilés et des malades physiques et mentaux.

Pas de danger qu'aucun syndicat ose dire qu'il est tout à fait vain de poser des revendications de salaires, de diminution de la durée du travail, d'avancement de l'âge de la retraite, et du relèvement du taux d'icelle, *tant que durera la guerre*, tant qu'une guerre succédera à une autre. Pas une « confédération » n'osera poser devant l'opinion la *vraie question*, entamer la *seule action* qui peut permettre le succès des revendications des salariés.

Nous sommes loin, bien loin, du « Manuel du soldat » qu'édita jadis une *C.G.T. non politisée*.

Quelle organisation syndicale osera dire qu'il est juste sans doute que les travailleurs des « *services publics* » et les « *fonctionnaires* » revendiquent des salaires semblables à ceux pratiqués dans le « *secteur privé* », mais qu'il ne serait pas moins juste d'engager une action pour obtenir que les travailleurs du « *secteur privé* » reçoivent des « retraites » comparables à celles que reçoivent les agents des « services publics » et les « fonctionnaires », aux mêmes âges, et ne voient pas leurs ressources diminuer à mesure qu'ils avancent en âge.

Quelle organisation syndicale prendra l'initiative de dénoncer la duperie des « *retraites complémentaires* » ?

Toutes les grandes firmes ont leur « système ». La plupart de ces systèmes ont un point commun : *pour toucher le « minimum complémentaire » prévu, il faut avoir dix ans de présence dans la boîte.* Il en résulte que les instables, en particulier les « *militants* », sont *pénalisés, condamnés, exclus* du « bénéfice » de ces retraites complémentaires.

Accepter cette institution, c'était renoncer à améliorer la gestion de la S.S., à procéder à une meilleure utilisation des cotisations et, enfin, à relever le taux sinistrement dérisoire de la retraite S.S. Une « retraite complémentaire » n'était concevable

---

(1) Un « père héroïque » de dix enfants assure douze personne avec une seule cotisation.

qu'avec la création d'une « caisse nationale interprofessionnelle de compensation » servant des « retraites complémentaires », soit en fonction de l'âge des vieux, soit à la rigueur au prorata des années d'activité de travail salarié. Au lieu de ça, nous avons un tas de « caisses » sans liaison entre elles, et un grand nombre de travailleurs courent après la retraite comme l'âne derrière la carotte légendaire...

Qui étudiera ce problème ? Quel syndicat, quelle confédération s'y intéressera, et engagera une action en vue de dissiper les nuées et illusions, et de faire en sorte que les retraites dites « complémentaires » le soient vraiment, au lieu de constituer des primes à l'apathie, à la résignation, à la lâcheté, à « l'obéissance sans hésitation ni murmure » ?

⁂

Parlons maintenant d'un autre problème, celui du *chômage*.

De la même façon que le gouvernement « *manipulait* et *manipule* » les « *indices* » *de prix*, il « *manipule* » les « *statistiques de chômage* ». Gouvernement et patronat sont d'accord : le nombre des chômeurs ne doit pas augmenter... au moins dans les statistiques, et tous les moyens sont bons pour parvenir à ce résultat.

Dans les boîtes, direction, cadres, maîtrise, s'arrangent pour « *provoquer le départ volontaire* » de ceux ou celles dont « on » veut se séparer. Brimades, injustices, déclassements injustifiés, humiliations de toutes sortes, suppressions de primes, pénalisations diverses, mutations inacceptables, aboutissent souvent au résultat recherché.

Découragé, révolté, dégoûté, impuissant aussi, l'ouvrier ou l'ouvrière prend son compte : il y a un sans travail de plus, mais *le nombre des chômeurs secourus n'a pas augmenté. Car celui qui se débauche lui-même n'a pas droit au chômage*. Premier scandale.

Deuxième scandale : si la *non-inscription* d'une victime d'un chantage quelconque est déjà scandaleuse, la *radiation* d'un chômeur qui se refuse à accepter des conditions de travail, de salaire, voire de lieux, qui ne lui conviennent pas, ne l'est pas moins. C'est une prime accordée aux « négriers » de l'industrie et autres branches d'activité, qui est proprement intolérable. Les imbéciles et les salauds essaient de donner le change en parlant des « chômeurs professionnels », c'est une sinistre légende qui a la vie dure. *Mais les syndicats, qu'ont-ils fait, que font ou feront-ils pour modifier cette situation ?*

Dans les usines du groupe « S.I.M.C.A. », par exemple, « on » en connaît un bout pour « provoquer des départs volontaires ». Des P.3 se voient offrir des places de P.1 ou d'O.S. Des contremaîtres parfois sont « descendus » compagnons. Tout est tenté pour *ne pas avoir à payer le préavis de licenciement*. On propose à un gars qui habite Poissy un poste à Puteaux, ou inversement. On argue de toutes sortes de prétextes, on use la résistance des gens, et on finit généralement par les « avoir ».

⁂

Chez SIMCA toujours, une pression énorme est faite sur les « nouveaux arrivants » (mutés, embauchés, réintégrés), pour les *obliger à adhérer* à une des « *brigades d'acclamations* » de la direction : *syndicat autonome*, ou et surtout, *indépendant*, qui lui fournissent des « délégués » auprès du personnel. Chantage, menaces voilées — à peine — et « choix dirigé des travaux à exécuter » dans le cas des O.S. par exemple. Je dois dire que la majorité des « pressentis » cèdent à la pression et adhèrent. Il y a parfois des scènes cocasses.

(Dans une conversation, je te raconterai ça ; par lettre, ce serait trop long. Dommage !)

Chez SIMCA, une partie importante du salaire est constituée par les « primes trimestrielles ». Leur montant est d'environ un quart du salaire d'un mois... Elles ne sont pas un droit. On peut les supprimer, ou les amputer d'un tiers, de deux tiers, en collant des avertissements » pour des fautes vraies ou prétendues telles. Le salaire proprement dit comporte des « points de production ou de responsabilité » variables. La paye peut varier ainsi de 5 à 8 francs de l'heure sans que le salarié n'ait rien à dire... La crainte de la délation, la peur des avertissements ou des abattements de points, ou des déclassements, crée un climat de peur, de méfiance, de soumission, que ne peuvent soupçonner ceux qui travaillent dans des conditions normales.

Que font les syndicats et les confédérations pour faire cesser ces situations, ces scandales ? RIEN ! Ils ne les dénoncent même pas et, pourtant, nul n'en ignore.

Comment veux-tu que l'on prenne au sérieux le « verbiage » des leaders confédéraux, fédéraux et syndicaux de toute appartenance ?

Jean AIMART.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

UNE SECTION SYNDICALE D'USINE SE RECLAME DU M.S.U.D.

Le « Combat Syndicaliste », bulletin de la section syndicale Fenwick (C.G.T.-F.O.), en date du 2 janvier demande aux salariés de cette entreprise de mettre un terme à la division d'abord au sein de l'entreprise, dans l'indépendance du syndicalisme et la franche reconnaissance des diverses tendances du mouvement syndical avec leur possibilité d'expression. Et, après avoir rappelé que, sur l'initiative de la section F.O. une commission intersyndicale constituée avec la participation de représentants de la C.G.T., de la C.G.C. et de la C.F.T.C. a obtenu des améliorations positives au projet de la direction concernant la participation aux bénéfices, la section F.O. des usines Fenwick a invité les autres organisations syndicales de l'entreprise à une réunion commune afin de constituer immédiatement un comité pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique.

Ce comité devra se consacrer à deux tâches principales coordonnées et diriger l'action unie des travailleurs de l'entreprise ; mener l'action au sein de leurs confédérations respectives pour faire triompher les principes du M.S.U.D.

LES REVENDICATIONS DE LA METALLURGIE PARISIENNE

A la réunion du 26 janvier de la Commission paritaire de la métallurgie parisienne, la délégation Force Ouvrière a tenu à protester contre le retard apporté à la tenue de cette réunion, prévue par les accords passés pour la fin 1958.

En plus des ajustements de salaires nécessités par l'évolution du S.M.I.G. (l'accord du 13 février 1958 assurait aux métallurgistes parisiens un taux de 18 fr. 80 au-dessus du S.M.I.G.), la délégation F.O. rappelait sa revendication permanente d'intégration dans les taux de base d'une partie mobile du salaire, beaucoup trop importante à l'heure actuelle. Elle soulignait en outre que l'accroissement indéniable de la productivité ne se répercutait qu'insuffisamment dans les salaires.

En conséquence, la délégation Force Ouvrière demandait à ce que le salaire de départ du manœuvre I se situe à 182 fr. et qu'à partir de cette donnée soit appliquée une formule de Salaire Mensuel Garanti.

Notes d'Economie et de Politique

OU EN EST LE MORAL ALGERIEN ?

Dans la « R.P. » de novembre dernier, j'écrivais, à propos de la reconnaissance par de Gaulle du droit des Algériens à l'autodétermination, que cette déclaration ne pouvait rapprocher la date de la cessation des hostilités que dans la mesure où elle était susceptible d'abaisser le moral des Européens d'Algérie en leur faisant entrevoir une défaite possible.

Car c'est là une grande vérité : dans une guerre, la seule chose qui compte, c'est le moral des combattants ; les destructions opérées par les armes n'ont d'effet que par l'influence qu'elles exercent sur le moral de l'adversaire.

Voyons donc, aujourd'hui, cinq mois après la proclamation du droit à l'autodétermination et quelques semaines après l'insurrection du 24 janvier, où peut en être le moral des deux ennemis : Arabes d'Algérie et Européens d'Algérie, car les Français de France ne jouent dans le conflit qu'un rôle de comparses.

Chez les Arabes, dans le F.L.N., il n'y a aucune raison pour que le moral baisse ; tout au contraire !

Il est facile de voir par la simple lecture des communiqués militaires français que le « plan Challe » a complètement échoué.

Je rappelle en quoi consiste ce plan.

On sait qu'au cours des premières années de l'insurrection, des groupes armés du F.L.N. se sont installés dans tous les massifs montagneux de l'Algérie et que Salan les a laissés faire, se contentant de protéger par un réseau serré de postes (« quadrillage ») les régions de plaines et semi-plaines où se trouvaient des colons français. Le F.L.N. était ainsi parvenu à contrôler totalement une vaste portion du territoire algérien, dont nous avons donné la carte approximative dans la « R.P. » de février 1958.

Or, promu commandant en chef, Challe n'a rien eu de plus pressé, naturellement, que de prendre le contre-pied de la politique de son prédécesseur, d'autant plus qu'en tant qu'aviateur, il ne devait avoir qu'une faible idée des conditions véritables de la guerre sur le terrain.

Il décida donc de reconquérir les territoires passés sous le contrôle du F.L.N.

Et les communiqués de victoire, alors de se succéder : l'Ouarsenis avait été complètement purgé des « bandes rebelles » ; le Sud-Oranais ne comprenait plus un seul fellagha ; pas davantage les monts du Hodna ; et il allait bientôt en être de même de la Kabylie grâce à l'opération « Jumelles ».

Or, il n'est que de lire les communiqués d'aujourd'hui pour y voir constamment signalés des combats ou des actions rebelles dans toutes ces régions présentées, il y a à peine quelques mois, comme complètement pacifiées.

C'est ainsi que lors de la recrudescence du terrorisme à la veille du 24 janvier, on signalait que les actes de terrorisme étaient particulièrement nombreux non seulement dans la Mitidja (aux portes d'Alger) mais dans les villages qui bordent l'Ouarsenis ; c'est ainsi que la dernière embuscade d'envergure enregistrée par les communiqués français a eu lieu dans le Sud-Oranais dont la « pacification » avait cependant été l'œuvre du fameux colonel Bigeard ; c'est ainsi que, des semaines après le « nettoyage » des monts du Hodna, on annonçait la libération de soldats français détenus dans les dits monts et que tout récemment on a signalé des actions à N'Gaous aux pieds du même massif. Quant à la Kabylie, n'en parlons pas ! Voici, je crois bien, six mois que les « Jumelles » sont commencées et l'on ne nous a même pas encore fourni de communiqué de victoire !

Or, il ne pouvait en être autrement. Il fallait vraiment être un général d'aviation pour ne pas le voir.

Certes, il est toujours possible, à condition de disposer de moyens suffisants et d'y mettre le prix, de traverser de part en part n'importe quel massif montagneux occupé par les troupes du F.L.N., y tuer tout ce que l'on y voit et détruire tout ce que l'on y découvre, et pouvoir prétendre que l'on a ainsi reconquis le terrain ; seulement, ce qui n'est pas possible, à moins de disposer d'effectifs astronomiques, c'est d'occuper ce terrain conquis, d'une manière permanente.

Songez que l'Ouarsenis, par exemple, a quelque 200 kilomètres de long sur 50 de large, 10.000 kilomètres carrés de montagnes abruptes coupées de ravins profonds à l'intérieur desquelles il n'existe que très peu de voies de communication et sur lesquelles vit une population clairsemée à peu près exclusivement indigène. C'est pourquoi, une fois que les troupes françaises, précédées de leur colonne de fer et de feu ont fini de « nettoyer » la montagne, celle-ci est tranquillement réoccupée par des hommes du F.L.N., ou bien ceux qui ont pu se cacher dans la montagne même car les « nettoyeurs » n'ont pu être assez nombreux pour fouiller tous les ravins, toutes les grottes, tous les arbustes, ou bien d'autres, envoyés d'ailleurs. Et si le jeu vous amuse, vous n'avez qu'à recommencer et, de son côté, le F.L.N.... recommencera tout pareillement.

Donc, pas plus avec le plan Challe qu'avec le plan Salan, pas plus avec les grandes courses à travers la montagne qu'avec la sédentarisation du quadrillage, une solution militaire n'est en vue. Le F.L.N. reste en contrôle de toute une partie du territoire algérien et, partant de celle-ci, procède à des incursions constantes dans tout le reste de l'Algérie ; aucune raison donc pour le F.L.N. de s'inquiéter.

Tout au contraire, puisque son armement ne cesse de s'améliorer ainsi qu'en témoignent les derniers communiqués français eux-mêmes, qui insistent sur la « puissance de feu » dont disposent les assaillants, et puisque la division se met dans les rangs de ses adversaires : Européens d'Algérie contre Français de France, généraux gaullistes contre généraux intégrationistes.

Loin de diminuer, le moral des insurgés est donc, sans doute, au plus haut.

Il est loin d'en être de même de l'autre côté.

Si la déclaration sur l'autodétermination avait déjà porté le trouble dans le cœur des pieds-noirs, que dire des mesures qui ont suivi le 24 janvier ? Les chefs les plus actifs en fuite ou arrêtés, les généraux les plus sympathiques rapatriés, la « garde nationale » dissoute et privée de ses armes. Voici donc maintenant que c'est

contre eux, contre eux les Européens, contre eux les « Français », que se tourne la métropole ! La métropole sur l'appui de laquelle ils n'ont cessé de compter depuis plus de cent ans pour assurer leur domination sur la population indigène.

Quel coup dur ! Un coup terrible ! Un coup dont peut-être leur moral ne se relèvera pas.

S'il en est ainsi, si le moral des Européens tombe à zéro et y demeure, cela veut dire que l'un des deux adversaires n'aura aucune part à la solution qui sera apportée au conflit ; seule, du côté européen, la métropole aura voix au chapitre.

Or, disons tout de suite qu'à notre avis, rien ne saurait être plus néfaste. La France, redisons-le, malgré les apparences, n'est qu'un comparse dans l'affaire ; les seuls qui soient réellement intéressés à l'avenir de l'Algérie sont les Algériens, les Algériens indigènes et les Algériens européens. Or, toute solution imposée par un tiers ne peut être dictée que par l'intérêt du tiers et ne saurait donc être une solution viable.

Autrement dit, ce n'est pas à la France de faire la paix avec le F.L.N. ; c'est aux Algériens de souche européenne de faire la paix avec les Algériens de souche indigène.

Cela est possible et les événements du 24 janvier auront été des plus utiles s'ils conduisent sur cette nouvelle voie. La répression qui a suivi l'émeute a montré aux pieds-noirs que le temps des Mollet et des Lacoste était révolu, qu'ils ne pouvaient plus imposer à la métropole la charge de les soutenir entièrement et aveuglément.

Alors, qu'ils en tirent les conséquences -

Pour cela, qu'ils jettent d'abord le masque ridicule dont ils se sont affublés depuis le 13 mai, dans l'espoir qu'il leur permettrait de conserver et même de faire accroître le soutien que leur apportait la France : qu'ils jettent leur masque de patriotes français !

Ils savent bien au fond d'eux-mêmes qu'ils se foutent de la France autant que les Américains, au temps de Washington, se foutaient de l'Angleterre, et ils ne manquent jamais une occasion de témoigner du mépris dans lequel ils tiennent le Frankaoui.

Ainsi que le dit très justement Claude Krief dans un récent article de « l'Express », il y a en Algérie deux nationalismes *algériens*, le nationalisme algérien des Arabes, et le nationalisme *algérien* des Européens.

Eh bien ! qu'ils poussent leur nationalisme algérien à sa conséquence logique : qu'ils se séparent de la métropole ! Qu'ils fassent sécession ! Qu'ils proclament « l'Algérie aux Algériens » !

C'est là, à mon avis, que se trouve la clef de la paix. Le jour où la France ne sera plus là pour appuyer de toute sa puissance les pieds-noirs, ceux-ci, quelque paradoxal que cela puisse paraître à première vue, trouveront facile de s'entendre avec le F.L.N.

Car les Européens d'Algérie ne sont pas plus mauvais que les autres hommes. Depuis un siècle, ils privent de tout droit, abreuvent d'avanies, torturent et, à l'occasion, tuent, le « bicot », mais cela ne provient pas de ce que leur *nature* soit pire que celle des Blancs d'Europe, cela provient seulement de leur *situation*.

Lorsqu'un groupe d'hommes dispose d'une force beaucoup plus grande que celle dont dispose un autre groupe, il est fatal qu'il subjugue cet autre et en fasse son esclave ; l'égalité de droit entre les hommes ne résulte que d'une égalité de fait : l'équivalence de leurs forces.

Or, depuis 1830, grâce à l'appui de la France et grâce seulement à cet appui, les Européens d'Algérie ont disposé d'une supériorité de force écrasante sur les Algériens. Il les ont donc, tout naturellement, réduit en esclavage ; ils sont devenus la « race des seigneurs ».

Mais que demain la force de la France, la puissance que représentent ses 45 millions d'habitants, ne soit plus à leur disposition, qu'ils se trouvent seuls, face à face, avec les 10 millions d'Arabes, alors, malgré, si l'on veut, toute leur supériorité économique, intellectuelle et même morale, le million d'hommes qu'ils sont ne sera pas le plus fort ; il se trouvera seulement de force égale et, par suite, il sera prêt à traiter avec l'indigène sur un pied d'égalité.

Tant que la France accordera sa protection à l'Algérie, le F.L.N. ne pourra traiter, car il sait que tant que la France aura un pied en Algérie, tout le poids de la puissance française portera nécessairement en faveur de la population européenne et que, par conséquent, l'Arabe sera contraint de demeurer dans sa position de serf ; le jour où, au contraire, la France aura quitté l'Algérie, l'Arabe sachant que l'Européen d'Algérie, réduit à ses seules forces, ne pourra lui imposer sa loi, sera prêt à traiter avec lui.

Les chemins de l'histoire sont toujours tortueux ; je ne sais à quelle date ni après quels avatars Algériens indigènes et Algériens européens se trouveront seuls face à face, mais il me semble peu probable que tant que la sécession de l'Algérie et de la France ne sera pas un fait accompli (soit parce que la France, en ayant assez, parte d'elle-même, soit parce que les pieds-noirs lui auront signifié son congé) une paix durable et sérieuse puisse être conclue en Algérie. Arabes et Européens d'Algérie sont les uns et les autres des nationalistes *algériens* ; la réalisation du nationalisme des premiers passe par la réalisation du nationalisme des seconds.

PREMIER AVERTISSEMENT

Pour la première fois, le mois dernier, les Russes ont cru bon d'avertir le monde qu'ils allaient procéder à des essais de fusée et ils en ont précisé le lieu : en partance de la Russie orientale et en direction du Pacifique, c'est-à-dire en direction de la côte occidentale des Etats-Unis.

La signification de cette publicité est claire. Les spoutniks avaient déjà montré que Moscou disposait de fusées capables d'atteindre l'Amérique, mais cela n'avait peut-être pas été parfaitement clair pour l'homme de la rue ; ces projectiles destinés à tourner autour de la terre ou pointés vers la lune n'étaient après tout pas trop inquiétants. En dirigeant ses engins, cette fois-ci, vers les îles Marshall, Khrouchtchev a mis les points sur les « i ».

Il est à présumer qu'il continuera à les mettre et de plus en plus fréquemment au fur et à mesure que s'accentuera la disproportion entre la richesse de son arsenal balistique et la pauvreté de celui de l'Amérique, afin de « mettre en condition » les peuples d'Europe et d'Amérique, en les remplissant par avance d'un effroi suffisant pour que le jour où l'armée russe disposera d'assez de fusées pour tenter le grand coup, elle puisse tranquillement s'avancer, l'arme à la bretelle, jusqu'aux rivages de l'Atlantique, sous les yeux d'Allemands, d'Italiens et de Français, terrorisés et médusés.

R. LOUZON.

Les nécessités de la mise en page nous obligent à remettre une réponse de Louzon à G. Leroy. — N.D.L.R.

Une race, une nation ou des hommes ?

L'affaire d'Algérie, revenue au premier plan de l'aactualité mondiale, a quelque peu estompé l'agitation provoquée par des manifestations antisémites signalées dans presque tous les pays européens, et entretenue par des interventions qui ne sont pas toutes désintéressées.

Il n'est pas inutile de revenir sur ce phénomène de l'antisémitisme qui provoque sans doute chez nous des réactions spontanées et saines, qu'il faudrait cependant tenter d'expliquer — non par ses excès « impensables » — mais par ses origines et ses caractères permanents.

En le localisant dans le temps et dans le lieu, on risque de dangereuses déviations, si l'on ne prend pas l'élémentaire précaution d'étudier séparément d'abord chaque localisation par un éclairage historique des mobiles et des motifs.

La persécution des Juifs apparaît à travers la destruction du Temple de Jérusalem, sous Titus — leur proscription sous Philippe le Bel — les bûchers de l'Inquisition — les pogromes du tzarisme russe — l'affaire Dreyfus française — les camps hitlériens d'extermination.

Ce ne sont là que des exemples. Si l'on veut cependant définir l'antisémitisme, il faut décrire ce qui s'oppose au peuple juif, aux individus juifs, c'est-à-dire : l'unité impériale romaine — la royauté capétienne aux besoins financiers croissants — l'Inquisition complétant l'œuvre de la Reconquête de l'Espagne par les rois catholiques — la résistance de l'Empire knouto-féodal aux forces modernes — la défense de la caste militaire, menacée par l'évolution républicaine — le totalitarisme et l'autarcie du Troisième Reich...

L'antisémitisme se présenterait ainsi comme l'élimination d'un corps étranger, la suppression de gens non-conformistes, « **d'éternels ennemis des suprêmes puissances** ». Selon Bernard Lazare, « **Israël constitue parmi les nations, une nation qui survit à sa nationalité** ». Mais les exemples proposés le présentent comme un facteur de trouble, d'inquiétude, comme l'antithèse de toute stabilité constante, donc de la stagnation, donc comme une force de progrès.

Minorité hétérogène, minorité révolutionnaire.

Bernard Lazare qui avait d'abord proposé l'assimilation des juifs et leur « **déjudaïsation** », en même temps qu'il espérait la Révolution sociale, en arrivait, après l'affaire Dreyfus, à exalter la solidarité juive.

Evolution caractéristique, plus nettement marquée encore chez certains — que l'on croyait libérés de tout parti pris national, racial et religieux — lorsque Hitler prétendit résoudre définitivement la question juive par un parfait « génocide ».

L'antisémitisme apparaît donc à travers l'Histoire comme une manifestation (une parmi beaucoup d'autres), un des syndromes de troubles organiques, de crises profondes, de maladies que l'on a facilement circonscrites et étudiées. C'est par un jeu de l'esprit qu'on les classe sous le même titre. Jeu de l'esprit qui flatte la paresse et la médiocrité intellectuelles, qui favorise aussi les prétentions des doctrinaires et apôtres sionistes.

J'entends des Juifs de haute valeur morale se féliciter d'être membres de cette minorité irréductible, unique en sa persistance. On parle du miracle juif comme du miracle grec. On devrait dire plus exactement le « mythe », dont se sont nourris aussi bien l'antisémitisme que le sionisme. Mais si l'exception ne confirme pas la règle, elle s'explique toujours, en fin de compte, par des données précises... Quelquefois par une règle nouvelle, qui permet de découvrir d'autres exceptions...

Peuple élu, représentant de la spiritualité éternelle dont la seule patrie reste la « terre promise »... Juif errant pour qui les murailles les plus épaisses frissonnent comme la toile de la tente...

Mythe du sionisme et du philosémitisme...

Race avide de richesse et de puissance... qui sur le trouble seul a mis ses espérances... qui a porté le capitalisme financier... la spéculation et l'usure, qui vit de « la livre de chair » de Shylock... ou qui exploite la lutte des classes et propage l'utopie marxiste... Mythe de l'antisémitisme... qui devient normalement le national-socialisme... Le nationalisme de l'Etat Moloch... et le socialisme des imbéciles...

Destin hors série ! Destin unique. Les moins crédules, les moins traditionalistes se sentent saisis d'un délire sacré... dans la glorification ou la haine.

Voici une race pure soumise à une « religion fermée », à un culte monothéiste exclusif — groupée sur un territoire assez étroit — qui attend le Messie depuis des millénaires, qui n'a pas accepté le Christ, qui frappée et dispersée — parce qu'elle demeurait fidèle à son Dieu... ou parce qu'elle avait crucifié un Dieu — a conservé intacte une loi vieille de plus de six mille ans, et est responsable tout à la fois du capitalisme et du marxisme...

Ce qui est enraciné dans l'âme du Juif le plus libéral ou de l'antisémite le plus endurci et le moins stupide (ce qui n'est pas beaucoup dire), c'est que les Juifs ne sont pas comme les autres... Et c'est à cette absurdité monumentale que l'on se heurte, dès que l'on veut examiner le problème...

JESUS ET ISRAEL

On hésiterait à discuter — même si on le croyait utile — le livre de **Jules Isaac : « Jésus et Israël »**, qui porte cette poignante dédicace : « **A ma femme, à ma fille martyres, tuées par les Allemands, tuées simplement parce qu'elles s'appelaient Isaac.** » Mais si l'on admet le point de départ : démontrer que l'antisémitisme est inclus dans l'enseignement chrétien, son examen critique des Evangiles et des ouvrages classiques, catholiques et protestants semble assez solidement établi pour être irréfutable.

Ce n'est pas cependant un antichrétien, un athée, un matérialiste. On ne peut nier son respect fervent des deux religions. Ses démonstrations en prennent plus de valeur, et l'on pourrait en déduire la fragilité historique de la « Révélation ».

Nous n'en tirerons cependant que deux conclusions, qui confirment notre propos :

D'abord, la **dispersion**, la fameuse « **diaspora** » du peuple juif — que tous les prédicateurs chrétiens présentent comme le châtiment divin du crime de « déicide » — s'accomplit plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, particulièrement au VIIIe et au VIe siècle, lors des déportations forcées qui suivirent la destruction du royaume juif d'Israël ar le roi assyrien (722 av. J.C.) et du royaume juif de Juda par le Chaldéen Nabuchodonosor (586 av. J.C.) — sans parler d'émigrations volontaires, antérieures et massives.

Les premiers déportés, les plus nombreux, furent totalement assimilés par les populations au milieu desquelles ils vivaient. La plèbe restée sur place en Palestine subit un amalgame, d'où sortit le peuple « impur » des Samaritains.

Le second groupe captif à Babylone conserva la

loi « mosaïque ». Mais lors de la délivrance par Cyrus, roi des Perses (538 av. J.C.), beaucoup de déportés demeurèrent dans leur pays d'exil.

Il y avait alors trois Judées : **celle de Palestine, celle de Chaldée** et **aussi une troisième en Egypte.**

Cette dispersion continua, s'amplifia dans les siècles suivants. Il est vrai que les Juifs formaient la plupart du temps des communautés distinctes, vivant à part du monde soumis aux mythologies antiques. Est-ce par vocation religieuse ? Est-ce à cause de l'influence des scribes ? Il y avait peut-être tout simplement une vague aspiration populaire vers un Dieu unique, dont les desseins restent mystérieux, dont les exigences rigoureuses sont d'autant plus facilement acceptées par des gens condamnés au labeur servile qu'elles sont compensées par les promesses d'un au-delà réparateur. La Synagogue en a profité comme l'Eglise plus tard.

Car s'il est prouvé que Jésus-Christ n'a pu connaître qu'une minorité du peuple juif qui d'ailleurs dans sa masse ne l'a probablement pas connu, il est également établi que la dispersion juive a favorisé l'expansion chrétienne : **« Les premiers missionnaires chrétiens allaient de synagogue en synagogue à travers le monde chrétien ».**

Une deuxième conclusion a peut-être plus de résonance historique. Il est bon de rappeler que les Evangiles — qui fourmillent de contradictions — reproduisent littéralement des paroles prononcées un demi-siècle auparavant. Outre que les accusations de déicide s'adressent plus à une faction ou à une caste qu'au peuple juif tout entier, le souci de ménager le procurateur Ponce Pilate et le pouvoir impérial y apparaît déjà assez nettement. On sait que la crucifixion est un supplice romain et non juif. Il paraît que le Ponce Pilate fut tyrannique et sanguinaire. Dans ce domaine où l'invraisemblable doit être reconnu comme vrai, par définition, toutes les hypothèses sont permises.

Il est au contraire une double certitude. Il existait sans doute un « antisémitisme » chez les Grecs et les Romains qui s'explique en partie par le caractère exclusif de la religion juive (les Romains adoptaient sans difficulté les dieux des peuples vaincus). Cette intransigeance, le christianisme en a directement hérité.

Cependant les colonies juives bénéficiaient dans l'Empire d'une assez large tolérance... jusqu'au jour du triomphe du christianisme, sous Constantin, au IVe siècle. Non seulement l'Eglise persécuta la synagogue, mais encore elle entendit garder celle-ci dans l'humiliation et l'indignité, comme preuve vivante de la malédiction divine. Et Luther et Calvin surenchérirent : le peuple juif est définitivement indigne du salut...

RELIGION D'UN PEUPLE ELU ?

Que l'on ne se méprenne pas sur nos intentions. Nous ne voulons pas justifier ou expliquer la persévérance du judaïsme. Bien au contraire, prouver qu'il n'est rien de miraculeux en son destin, qu'il ne mérite ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

La dispersion s'inscrit dans une histoire longue et touffue, du Proche-Orient antique, dont on éclaire, avec de plus en plus de sûreté et de netteté les mouvements et les profondeurs. Alors qu'aujourd'hui les immigrés en Israël sont ou deviennent presque tous des paysans, des ouvriers et des soldats, les plaisanteries antisémites sur l'inaptitude raciale et incurable des Juifs pour le travail manuel et le service guerrier (que l'ineffable Julien Benda reconnaissait et approuvait) ne font même plus rire de leurs diffuseurs. On sait aujourd'hui que dans leur lointain passé, les Hébreux s'honoraient d'être des artisans, et que les Pharaons comptaient sur leurs sujets juifs pour former des colonies militaires aux frontières de leur Empire.

Mais il reste l'histoire de la religion juive : religion « **fermée** » d'un peuple « **élu** » opposée à la religion chrétienne, ouverte à toute l'humanité. Or, même au temps de la dispersion dans l'Empire romain, à l'antisémitisme d'une aristocratie sceptique s'opposait le philosémitisme de populations dans lesquelles on avait monté des synagogues. En réalité, le monothéisme devint une aspiration normale des peuples dans la longue période qui sépare le Christ de Mahomet. Il y eut de nombreuses conversions au judaïsme, avant que le christianisme triomphât en Occident. Il y en eut dans les pays arabes, avant l'Islam : un roi du Yemen imposa même la religion de Moïse à tout son peuple. Le prosélytisme fut sans doute contrarié par la coutume barbare et absurde de la circoncision, mais le Christ et les apôtres furent circoncis. Mais ce ne fut pas sans débat que les Apôtres et les anciens chrétiens renoncèrent à imposer cette mutilation, « signe de l'Alliance entre Dieu et les Juifs ». Mais la circoncision est encore pratiquée de nos jours (hors des Juifs) par le septième du genre humain (cf. Isaac).

Là encore les Juifs n'ont pas le monopole d'un rite... aussi contre nature que le célibat des prêtres... imposé par l'Eglise de Rome, plusieurs siècles après sa fondation.

Ainsi les Juifs du Moyen Age, parqués dans les ghettos, obligés au port de la rouelle, soumis à de constantes humiliations, condamnés à l'exercice de métiers infamants (d'aucuns disent qu'ils s'orientèrent spontanément vers la boue et l'ordure) n'auraient pas été frappés d'une malédiction spéciale à laquelle correspondait le monopole de l'activité financière ?

Situation particulière ? Sans aucun doute. Mais dans un temps où il n'existait pas de loi générale, de domaine public, de droit commun. Tout était particularité, privilège, monopole exclusif ou discrimination spéciale. « Le Livre des Métiers » d'Etienne Boileau, composé sous Louis IX comprend autant de statuts différents qu'il y a de corporations.

Les Juifs ont-ils cependant exercé une influence déterminante sur la naissance du capitalisme ? Et déjà au Moyen Age se sont-ils distingués des peuples chrétiens par leur vocation de banquiers et d'usuriers ?

L'affaire est aujourd'hui suffisamment éclairée. La « R.P. » d'avant-guerre avait publié une remarquable monographie de Pera sur les origines de la Féodalité. C'est bien l'insuffisance de la masse monétaire qui obligea à traiter la terre comme la seule richesse d'une valeur stable, et à payer les marchandises et les services en bénéfices, c'est-à-dire en domaines, avec leurs serfs attachés à la glèbe. Le grand commerce persista quelque temps, jusqu'à la rupture du lien méditerranéen par l'expansion arabe. Ceux qui pouvaient négocier les précieux produits d'Orient s'enrichissaient encore facilement. On qualifiait, plus ou moins justement, de Syriens, les marchands orientaux. L'un d'eux fut assez riche et puissant pour devenir évêque de Paris.

Henri Pirenne, le grand spécialiste belge de l'Histoire économique du Moyen Age, a insisté sur la suppression presque totale du grand commerce méditerranéen, à l'époque carolingienne. Dans ce régime d'économie fermée, où le grand domaine devait se suffire à lui-même, l'Eglise — principalement les abbayes — pouvait acquérir des richesses « foncières » considérables. Il est normal qu'elle ait imposé aux colonies juives dispersées dans toute l'Europe, un statut particulier les écartant des propriétés et des activités qui seules pouvaient conférer un pouvoir ou une sécurité stables. Et ce fut souvent la cause et non la conséquence des migrations juives. Car il y avait, depuis des siècles, des Juifs fixés dans le sud de la France, en particulier. Là où la colonie juive avait précédé d'une très longue période la majorité chrétienne (ce serait par exemple le cas en Bulgarie)

on considérait celle-ci comme indigène et celle-là comme étrangère.

L'EGLISE CONTRE LA CIVILISATION

Les Juifs qui dès le IXe siècle vinrent des pays musulmans et par l'Espagne gagnèrent l'Europe occidentale du Nord, les Radanites se présentaient en effet comme des voyageurs perpétuels. Alors que l'Eglise interdisait le prêt à intérêt et voulait limiter toute activité commerciale, ces Juifs venus d'Orient pouvaient seuls assurer l'importation en Occident des épices, des étoffes précieuses, du poivre... et de l'encens. Qu'ils aient employé leurs profits à la pratique de l'usure, on ne peut s'en étonner. Mais Henri Pirenne juge « **leur rôle économique tellement accessoire, que leur disparition n'aurait eu aucun effet sensible** ».

Il constate encore que leur influence a été quelque peu exagérée, lors de la renaissance du grand commerce méditerranéen au XIIIe siècle. Sans doute, les relations entre les établissements juifs de l'Est et de l'Ouest facilitaient-elles les opérations commerciales et bancaires.

Mais on sait que ce fut là la cause initiale de la prospérité... puis de la destruction de l'Ordre des Templiers. Philippe le Bel fit brûler ceux-ci en 1311, après avoir chassé les Juifs en 1306. Et pour le même motif : l'appropriation de leurs richesses.

L'aventure des Juifs espagnols convertis ou non est tout aussi édifiante. Des chansons de geste à Montherlant, la poésie épique, lyrique, dramatique a représenté Charles Martel, Roland le preux, le Cid Campeador, les chevaliers de la Reconquista... comme les champions de la Civilisation. A ces pieuses images, l'Histoire oppose une réalité dont il était facile de vérifier l'exactitude. Les Arabes, les Juifs et de nombreux « renégats » chrétiens furent les artisans de la mise en valeur économique de l'Espagne et les diffuseurs d'une haute culture où s'entremêlaient les influences grecque, orientale, hébraïque. La victoire catholique, le pouvoir de l'Inquisition, l'élimination des Maures et des Juifs aboutirent en fin de compte à l'intolérance, l'obscurantisme, la régression économique... Le pillage des colonies américaines accéléra encore le processus d'engourdissement du grand peuple espagnol.

Il est relativement facile de déterminer la cause de cette décadence. Mais sur la civilisation ibérique jusqu'au XIIe siècle, les influences s'entremêlent avec quelque complexité. Salo W. Baron dans « Diogène » de janvier-mars 1960, étudiant « Les étapes de l'Emancipation juive », signale les échanges culturels très actifs entre les Juifs et les non Juifs d'Italie et de Hollande qni avaient des antécédents dans la vie culturelle des Juifs espagnols, liés aux Musulmans au IXe et au Xe siècle et pendant ce qu'il appelle « l'âge d'or des Juifs en Espagne ».

Nous cheminons donc dans un domaine tout autre que celui de la banque et de l'usure. Les lettrés juifs ont entretenu sans doute les foyers de civilisation méditerranéenne créés par les Arabes, héritiers des Grecs. Mais Salo W. Baron y voit beaucoup plus une preuve d'adaptation juive à l'Occident (les prédicateurs et les penseurs juifs s'exprimaient en italien ou en espagnol) qu'un témoignage de constance du « peuple élu ». Il précise d'ailleurs que les facteurs économiques, sociaux et culturels sous-jacents déterminent rigoureusement le cours de l'Histoire. Banquiers, érudits grecs et orientaux, savants capables de connaître et de transformer la nature ont ébranlé et dissocié l'Eglise et la société féodale.

LE JUIF KARL MARX

Pour la même raison, il convient d'être prudent, quant à la part à attribuer aux Juifs dans le développement du capitalisme moderne.

Il est vrai qu'il y eut des excès usuraires assez exorbitants pour qu'après l'émancipation civile des Juifs, un décret de 1808 annulât les créances juives sur les paysans d'Alsace, particulièrement. Mais ce paternalisme et les profits des usuriers juifs ou... chrétiens se situent hors de la révolution industrielle du XIXe siècle. Les misères et les souffrances que celle-ci engendra dès ses premières concentrations avaient provoqué quelque émotion et quelque compassion. Les paysans d'autre part avaient souffert beaucoup plus des guerres civiles et étrangères que bénéficié du partage des biens nationaux. Les cléricaux et les premiers utopistes socialistes pouvaient se retrouver dans une même hostilité au libéralisme économique qui avait abouti à la suppression des servitudes et aussi des protections de l'Ancien Régime. Tenus, par un ostracisme séculaire, hors des communautés traditionnelles, les Juifs s'adaptèrent plus facilement au régime de la libre entreprise. On les rendit responsables d'une transformation dont ils furent les bénéficiaires mais qui se serait opérée fatalement sans eux : en Angleterre et en France, les capitaux fournis aux grandes entreprises provenaient sans doute des fortunes amassées au XVIIIe siecle, par le grand commerce. Selon Henri Sée : « Histoire économique de la France », il y eut en France deux autres « réservoirs ». D'importants capitaux immobilisés sous l'Ancien Régime par l'achat d'offices et de charges judiciaires et fininciers purent s'investir dans l'activité économique. Ce stock de capitaux fut accru dans une proportion non négligeable par « **l'exploitation des pays conquis et vassaux, les riches dotations des généraux et des grands fonctionnaires de l'Empereur, les bénéfices souvent exorbitants des fournisseurs militaires comme Ouvrard** ».

Napoléon lui-même — ajoute Henri Sée — « **jouissait d'une fortune personnelle considérable et se livrait secrètement à des opérations de bourse, souscrivant de préférence à des emprunts étrangers** ».

Il y avait sans doute des spéculateurs juifs à la Bourse d'Amsterdam... mais qui opéraient sur l'innombrable petite monnaie de la gloire impériale !

Quant à l'affirmation que l'Internationale est d'origine juive, elle reste une formule polémique sans aucune valeur historique. Sur le plan des idées, le cosmopolitisme a dominé le XVIIIe siècle français, le siècle des philosophes. Et le vers de Lamartine :

Je suis concitoyen de tout homme qui pense...

résume assez bien la tendance dominante des grands esprits dont l'œuvre rayonne plus hors de France qu'en France même.

Karl Marx était juif, descendant même d'une famille de rabbins. Mais son père s'était converti au protestantisme. Sa formation philosophique hégélienne est dtrictement allemande. Il doit ses idées économiques aux grands économistes du début du XIXe siècle. Il a tiré sa conception de la lutte des classes des expériences du chartisme et du travaillisme anglais. Et il ne fut pas le fondateur de la Première Internationale, née d'une initiative d'ouvriers londoniens et parisiens.

Selon Bertrand Russel, ce qu'il doit à ses origines juives, ce sont surtout ses « mauvais côtés » : son autoritarisme, son intolérance, la malignité de ses polémiques... Au reste, Bertrand Russel en incrimine l'atmosphère des universités allemandes et les humiliations subies par le jeune étudiant juif.

Karl Marx aurait — disent certains — justifié doublement l'antisémitisme. Par la responsabilité dont il charge les Juifs dans le développement du capitalisme. Par sa responsabilité... juive, dans la formulation de la lutte des classes. Deux justifications historiquement fausses !

Le capitalisme se serait développé, sans les Juifs. La lutte des classes existait avant Marx, aurait existé sans Marx.

Roger HAGNAUER.

(*à suivre*)

AOUT 1953 EN TOURAINE

1960, année nouvelle, que va-t-elle apporter à la classe ouvrière ? Nul ne le sait encore. Sans vouloir jouer au prophète, nous pouvons dire qu'il faudra livrer de nouveaux combats. Il nous semble utile aujourd'hui d'apporter le témoignage d'un combat qui s'est livré en 1953 dans le monde des fonctionnaires. Acteur dans cette action, nous allons essayer d'être objectif et pour cela nous éviterons au maximum les commentaires, laissant parler les faits.

C'est le 4 août que part le mouvement, cette journée étant celle de protestation des fonctionnaires contre les pouvoirs spéciaux. Tard dans la soirée les postiers Force Ouvrière de Bordeaux décidaient la grève illimitée. Le mercredi 5 août dans l'après-midi à Tours a lieu une réunion de tous les postiers à l'issue de laquelle l'ordre du jour suivant est adopté :

« Les représentants des syndicats des P.T.T., des Organisations Force Ouvrière, C.F.T.C. et C.G.T. de l'Indre-et-Loire, constitués en Comité de grève, appellent l'ensemble du personnel du département à appliquer le mot d'ordre de grève générale illimitée pour l'aboutissement du programme revendicatif minimum suivant :

— Maintien des droits acquis en opposition avec les projets gouvernementaux ;

— Paiement d'une indemnité uniforme mensuelle d'attente de 7.000 fr. ;

— Paiement d'une prime de gestion et de fin d'année uniforme de 20.000 fr. ;

— Arrêt des licenciements et titularisation des auxiliaires ;

— Défense des effectifs;

— Budget autonome des P.T.T. ;

— La reprise du travail est conditionnée à l'obtention de ce programme minimum et au paiement des journées de grève. »

Le mouvement en Touraine était lancé. Le jeudi 6, les syndicats de l'E.D.F., la S.N.C.F. et différentes catégories de fonctionnaires se réunissent pour définir leur attitude.

Le vendredi 7, la grève est générale aux P.T.T., à la S.N.C.F. Délestage à l'E.D.F. et au Gaz de France. Arrêt au Trésor, aux Contributions Directes et Indirectes, aux services du ministère des Anciens Combattants, du personnel de l'hôpital, des employés municipaux. Tous les grévistes se réunissent l'après-midi dans la cour de la Bourse du Travail qui s'avère trop petite. Un meeting a lieu. Y prennent successivement la parole : Hardoux, cheminot C.G.T.; Pellon, postier F.O. ; Chaillou, postier C.F.T.C. ; Bordelais, hospitalier C.G.T. ; Dreujon, cheminot C.F.T.C. ; Florent, municipaux F.O. ; Perenez, postier C.G.T.

Voici intégralement le texte voté, qui fut porté immédiatement à la Préfecture par une délégation suivie de tous les grévistes dans un cortège impressionnant :

« *Les grévistes réunis en un puissant meeting unitaire à la Bourse du Travail le 7 août 1953 :*

1° *Renouvellent leur opposition formelle à toute atteinte sous quelque forme que ce soit, aux droits acquis et reconnus légalement ; protestent contre les projets Laniel-Raynaud et se prononcent notamment contre tout recul de l'âge de la retraite, contre la réduction des effectifs afin d'obtenir la titularisation des temporaires ou auxiliaires, le maintien des règles d'avancement en vigueur.*

2° *Exigent la réunion de la Commission Supérieure des Conventions Collectives, afin de déterminer un minimum d'augmentation garanti, permettant de retrouver un pouvoir d'achat décent.*

La suppression des abattements des zones résidentielles.

L'abrogation des projets concernant la continuité des augmentations semestrielles des loyers.

3° *S'engagent à continuer la lutte dans l'unité jusqu'à l'aboutissement complet de nos légitimes revendications, et le retrait des projets Laniel-Raynaud.* »

Cette journée ne donne lieu à aucun incident. Même dans les discours des orateurs, on ne relève aucun des slogans politiques habituels. Indiscutablement, on peut affirmer que l'unité est réalisée dans l'action.

Le samedi 8, les syndicats de fonctionnaires qui avaient participé au mouvement pour une durée limitée, reprennent le travail. Cette journée marque un flottement chez les cheminots, la majorité poursuivant la grève, malgré l'ordre de reprise F.O. et C.F.T.C. La base n'écoute pas les consignes.

Le dimanche ne marque aucun changement, et le lundi soir tard dans la soirée, F.O. et C.F.T.C. donnent à nouveau l'ordre de grève. Le mardi 11 août, la grève est donc totale à la S.N.C.F. et chez les postiers, qui n'ont jamais arrêté leur mouvement. Le mercredi, les hospitaliers rentrent à nouveau dans le mouvement dès le matin ; l'après-midi, les municipaux viennent eux aussi. Le jeudi, la Métallurgie, le personnel de la Sécurité Sociale et les Trolleybus arrêtent le travail pour la journée. Pour la Métallurgie, la plus grosse usine de Tours, la C.I.M.T., 1.200 ouvriers, est seule en grève, les autres usines étant en vacances. La C.I.M.T. n'ouvrira ses portes que le lundi 17.

Ce jeudi 13 août, sur l'initiative de la C.G.T., une réunion a lieu entre les dirigeants des différentes Unions Départementales pour réaliser un meeting commun. Pendant que se tient cette réunion, des militants cheminots apportent un tract que distribuait l'Union des Femmes Françaises, invitant toute la population à un meeting qui devait se tenir dans la cour de la Bourse du Travail le lendemain. La C.G.T. déclare ignorer tout de cette manifestation. Les militants Force Ouvrière refusent de s'associer à une telle manifestation. La C.G.T. ne voulant rien organiser seule, insiste auprès de F.O. Ainsi à 22 heures, Biéret, ancien secrétaire de l'U.D. C.G.T., se présente au domicile de Florent, secrétaire de l'U.D. F.O. pour essayer d'obtenir son accord. La position des militants F.O. ne varie pas ; il n'y aura pas de meeting commun. Celui prévu par l'Union des Femmes Françaises, devant les réactions syndicales, n'aura pas lieu non plus.

Le 17 août, la troupe et les volontaires vont essayer de suppléer les postiers. On peut dire que le département d'Indre-et-Loire est un des rares, peut-être le seul, où aucun courrier n'a été distribué depuis le début de la grève (1).

Le mercredi 19, Florent, de l'U.D. F.O., et Gendron, des municipaux F.O., se rendent à Paris, dans la voiture d'une militante F.O., en compagnie de deux dirigeants du syndicat des Municipaux C.G.T. : Marnay et Couton. Ce geste montre la volonté d'action commune, puisqu'il permet ainsi à la C.G.T. de prendre contact avec la Fédération des Services Publics. Ce mercredi est un jour unique : il montre la volonté des travailleurs de se refuser à toute emprise politique. En effet, le Co-

mité de grève des cheminots décide l'envoi d'une délégation à la « Voix du Peuple », hebdomadaire du Parti Communiste, qui déverse des insultes sur les militants F.O. et C.F.T.C. Cette délégation comprenait : Haméon Jean (C.F.T.C.) (2), Blanchard René (C.G.T.), Bernard (F.O.) et Renou du Syndicat Autonome des Chauffeurs-Mécaniciens. Le Comité de grève des postiers ne fait pas de délégation, mais il désavoue publiquement l'attitude de « La Voix du Peuple », par 15 voix contre 4 et 1 abstention.

« La Voix du Peuple » avait d'ailleurs commis une autre faute en faisant paraître son numéro spécial le 18 août alors que la presse locale, par solidarité avec les grévistes, ne paraissait pas. Toutes ces réactions montrent bien que les travailleurs tourangeaux n'entendaient point être débordés par le Parti Communiste. Blanchard, qui appartenait à la délégation en tant que militant cégétiste, était en outre conseiller municipal et membre du Bureau fédéral du P.C., ce qui le conduit à faire son auto-critique dans « La Voix du Peuple » du 12 septembre. Citons simplement quelques passages :

« *...Maintenant il faut regarder les choses plus à fond pour mettre à jour les erreurs que l'on a pu commettre.*

« *La première est que nous n'avons pas su discerner la manœuvre de la social-démocratie, la protestation du Comité central de grève sur la parution de la résolution du Bureau fédéral dénonçant les Centrales scissionnistes F.O. et C.F.T.C.*

« *J'ai moi-même une grande responsabilité dans cette affaire, ayant accompagné la délégation qui est venue protester auprès du secrétaire fédéral. Pour cette question il aurait fallu être ferme, elle n'avait pas à être discutée au Comité de grève.* »

« *...Les communistes ont été sur la brèche. L'organisation du Parti a fonctionné. Nos cellules se sont réunies. Mais l'action du Parti a été nivelée à la hauteur de l'action syndicale ; le Parti a été une force d'appoint à l'action syndicale et n'est pas apparu comme la force politique éclairant les perspectives de la lutte.*

De timides essais ont été faits pour l'unité avec les travailleurs socialistes, mais cela sans esprit de suite, sans conviction sur les possibilités de la réaliser sur des points précis, comme la convocation de l'Assemblée Nationale.

Aucun matériel de propagande précisant les buts du Parti n'a été édité, et il ne nous est pas venu l'idée qu'il serait juste de lancer une promotion de recrutement.

D'autres problèmes nous ont passé par-dessus la tête. L'organisation de la solidarité a été négligée et nous avons oublié que nous avions des conseillers municipaux qui avaient un rôle à jouer, tout spécialement dans la municipalité ouvrière de Saint-Pierre-des-Corps. Là aussi, j'ai une grande responsabilité en tant que conseiller municipal. »

Sur le plan national, les pourparlers aboutissent à l'ordre de reprise du travail, qui est lancé le 21 août. Chez les postiers, aucun incident pour la reprise. A la S.N.C.F., l'attitude de la direction envers les sanctionnés prolonge le mouvement. Aux municipaux, un vote a lieu le 22 à 14 heures, pour ou contre la reprise du travail. Les résultats donnent 208 voix pour la reprise contre 39 et 8 nuls. Aux hospitaliers, la reprise a lieu, mais une résolution votée au cours de l'assemblée générale, le samedi 22 août, mérite de retenir notre attention. « La Vie Ouvrière » dans son numéro 470 du 2 septembre 1953 y faisant allusion. Il était dit que :

« *Le personnel* (qui groupait les dirigeants F.O. et C.F.T.C.) *après avoir entendu les exposés des responsables de chaque syndicat, a décidé à l'unanimité de flétrir la position des Confédérations et Fédérations des Services Publics et de Santé F.O. et C.F.T.C. qui ont accepté :*

1° de prendre part à des tractations avec le gouvernement Laniel, intéressant les travailleurs des Services Publics et de Santé, sans avoir obtenu un aboutissement des revendications posées, permettant une amélioration des conditions de vie de leurs adhérents.

Ils reprennent le travail écœurés de l'attitude de ces dirigeants dont ils déplorent une fois de plus d'avoir négligé la volonté de leurs adhérents.

Avec le recul, on constate que ce texte est trop dur dans sa forme. Fait dans un moment où les travailleurs voyaient une victoire leur échapper, leur ressentiment s'explique. Par ailleurs, nous avons déjà écrit qu'il n'y avait pas trahison (3).

Il n'est pas inutile de soulignier que tous les adhérents sont restés fidèles à F.O. et que ce syndicat est actuellement majoritaire. Tous les militants de Force Ouvrière furent plus ou moins calomniés lors de la reprise du travail, mais ceci, en Touraine, n'a pas eu d'influence sur les effectifs, qui, au contraire en certains cas, comme aux Municipaux, progressèrent.

Cette grève fut vraiment le premier combat d'envergure du syndicalisme libre. Peut-être était-il possible de faire mieux en prolongeant le mouvement ? La peur d'un coup de force militaire influença-t-elle le plan confédéral ? (4) Les événements de Mai 1958 montrent que l'on n'avait peut-être pas tort. On est en effet saisi d'un certain malaise à la lecture d'un ouvrage comme celui des frères Bromberger sur le 13 mai.

Cette courte monographie devra par la suite s'insérer dans une étude d'ensemble si nous voulons comprendre le sens d'août 53. Et il serait souhaitable de connaître les expériences d'autres départements. Toutefois la leçon que nous devons en tirer pour la Touraine qui fut souvent à l'avant-garde d'initiatives hardies, c'est que l'unité d'action est possible sans être absorbée sur un plan politique. C'est un fait très important, car il apparaît certain qu'à notre époque l'unité d'action de la classe ouvrière sera indispensable pour aboutir à des résultats concrets. Nous avons abordé ce sujet dans le « Courrier Syndical » d'avril 1954 sous le titre « La dernière chance ». Il nous faut constater que nous avançons lentement en ce domaine. Puisse l'Union des Syndicalistes aboutir enfin à rassembler toutes les bonnes volontés !

Louis BLOT.

DANS LE COURRIER DE « L'EXPRESS »...

Pierre Le Brun, secrétaire de la C.G.T., dans l'Express du 11-2-60, célèbre sur le ton lyrique, l'arrêt d'une heure de travail du 1er février :

« Ce fut un succès comme je n'en ai pas personnellement connu, de même nature, depuis trente ans que je milite... »

L'activité de notre camarade a donc commencé en 1930. Où pouvait-il militer le 23 février 1934, lorsque la C.G.T. (la vieille C.G.T., qui ne comptait ni Lebrun, ni Frachon dans son bureau) répliquait à la tentative fasciste du 6 février 1934, par UNE GREVE GENERALE DE VINGT-QUATRE HEURES ?...

Où se trouvait cet autre correspondant de l'Express du même jour : G. Rul de Bandol, qui attribue le succès de la résistance au fascisme et les victoires de 1936... aux « équipes de défense du peuple, mises en place par Léon Blum »...

Léon Blum eut le mérite de montrer quelque dignité le 6 février 1934... et la loyauté de signer comme Président du Conseil en 1936, les fameux accords Matignon. Cela suffisait pour une oraison funèbre.

Le présenter comme un stratège et un démiurge, c'est lui vouer un culte délirant... dont il aurait souri lui-même !

R. H.

LES TRAVAILLEURS ET LEURS SYNDICATS AUX U.S.A.

Le revue « Dissent » est publiée aux Etats-Unis par une équipe de militants d'origine et de formation très diverses : on y trouve un ancien socialiste révolutionnaire comme Joseph Buttinger (l'auteur de l'excellent livre, « Le Précédent autrichien », analysé dans la R.P. en son temps), comme Henry Pachter, d'origine allemande (sous le nom de « Rabasseire » il a publié le meilleur livre sur l'Espagne que nous connaissions), comme George Woodcock (longtemps collaborateur de l'hebdomadaire anarchiste anglais « Freedom »), et une série de sociologues, de chercheurs et d'activistes de souche nord-américaine, que nous connaissons mal encore — sauf Daniel Bell qui séjourna récemment en Europe.

Cette revue a consacré sa livraison d'automne 1959 aux problèmes du syndicalisme et elle les aborde franchement, directement, sous l'angle général de l'évolution sociétaire comme sous celui du fonctionnement des syndicats ou des rapports entre directions et bases.

Tous ceux qui sont en mesure de lire l'anglais devraient se procurer ce numéro (1). Ils ne perdront pas leur temps car, outre la découverte, par l'intérieur, du monde ouvrier américain, ils pourront établir nombre de comparaisons avec les situations européennes.

Nous devons nous limiter ici à énumérer quelques-unes des questions examinées par « Dissent », dans l'espoir que des militants s'en trouveront stimulés pour effectuer un travail semblable en France. Ensuite nous donnerons la traduction de deux extraits significatifs de l'enquête.

Bien que l'ensemble des textes ne couvre pas le panorama complet du syndicalisme américain (l'introduction signale l'absence d'articles sur le rôle du « Labour » dans la politique et sur les récentes modifications de la législation ouvrière), il permet de déceler les éléments d'une crise jusqu'à présent plus sentie qu'analysée.

Irving Howe note : « Les syndicats ne sont plus regardés avec sympathie... Comme tant d'autres institutions de notre société, les syndicats sont traités comme s'ils étaient distants et impersonnels... et cette attitude est souvent adoptée par les syndiqués eux-mêmes ». Plus loin il note : « Trop de dirigeants syndicaux traitent leur syndicat comme une sorte de propriété privée... ; la démocratie intérieure s'est desséchée et a été parfois brutalement détruite... ; peu de syndicats possèdent encore ce genre de militants dévoués qui furent à l'origine des C.I.O... ; peu de choses ont été faites pour aider les travailleurs à bas salaires... comme les ouvriers du textile et les ouvriers agricoles saisonniers... ; au lieu de résister au déclin de la conscience et de l'idéalisme qui affecte notre société depuis quelques dizaines d'années, (les syndicats) s'y sont adaptés... »

Abordant la question du gangstérisme, Howe remarque : « Le gangstérisme est un symptôme apparent d'un mal plus profond, et c'est le mal, non le symptôme qui est important. Le mal n'est rien moins qu'une crise morale du mouvement ouvrier ».

Plus loin : « Les syndicats ont toutes les raisons de lutter pour le pain et le beurre, mais ce serait pitié que la plupart d'entre eux succombent à la rhétorique du « service social »... ».

Ces problèmes sont aigus, car l'époque est venue où les employeurs veulent retourner à la situation qui existait avant le « New Deal », c'est-à-dire reprendre leurs prérogatives pour la fixation des salaires et pour l'administration intérieure de leurs entreprises.

Quels sont les facteurs nouveaux qui déterminent les problèmes actuels ? Frank Marquant les voit dans les effets de l'automation, la décentralisation des opérations d'usines dans les industries de production massive, les changements intervenus dans la composition de la classe ouvrière, les « poches » de dépression permanente (notamment dans les Etats du Michigan et du Kentucky), l'effondrement possible des organisations dans le Sud et aussi dans certaines régions industrielles du Nord, les effets des cycles économiques sur les contrats collectifs, la perte de l'élan et de l'idéalisme à la base.

Signalons en passant, à l'intention de tous ceux qui s'exaltent à l'idée des vertus de l'automation, l'opinion d'un ouvrier de l'automobile en ce qui concerne les « nouvelles » relations entre salariés et cadres : « Nous sommes cent dans le département automatisé et nous avons cinq contremaîtres. Avant, nous étions 134, avec un contremaître et un assistant. Ça allait mieux avec le système ancien. Personne ne vous « soufflait dans le cou ». Maintenant, c'est bien différent. Il faut pousser, pousser, pousser tout le temps.

« Ils ne disent jamais « Salut », ils vous traitent comme des machines. Ils étaient plus amicaux avant. Maintenant ils ont toujours l'air d'être sous pression. Les contremaîtres de l'usine ont trop à faire et trop de responsabilités ; cela les fatigue et les énerve ; ils mourront d'une maladie de cœur ».

Abordant la question de la nature des problèmes nouveaux que les syndicats doivent affronter, Marquant dit :

« Martin Buber écrit quelque part que les syndicats n'influencent pas la vie de la société : ils ne participent pas directement aux décisions les plus importantes concernant les conditions de production. Paradoxalement, c'est le succès même du syndicalisme américain en ces dernières décades, les résultats remarquables qu'il a atteints dans l'amélioration de la condition de millions d'ouvriers qui ont attiré l'attention sur ces questions intellectuelles abstraites qui n'intéressaient auparavant que des socialistes et des spécialistes qui se posaient les problèmes au delà des besoins immédiats. Le succès même des syndicats précise de plus en plus clairement les limites de leurs possibilités tant qu'ils fonctionnent comme éléments du système et acceptent le statu quo. Cela n'est pas seulement vrai à propos d'objectifs sociaux et humains plus élevés pouvant avoir des conséquences sur la vie de l'ouvrier, bien qu'ils aient rarement intéressé les syndicats. C'est vrai aussi pour beaucoup de problèmes qui sont, par principe, de la compétence syndicale. Que se produise une transformation technique importante ayant des conséquences sur le travail et le syndicat, même le plus puissant et le plus avancé est désarmé ; il paye ainsi son acceptation des choses comme elles sont. Si les syndicats agissent efficacement dans l'organisation actuelle, mais, satisfaits, se reposent à l'intérieur d'une société qui écarte les travailleurs de sa direction, quelle raison importante, honnêtement parlant, peuvent avoir les travailleurs d'adhérer au syndicat ? Que peut offrir le syndicat pour attirer de nouveaux membres ?

Mais il y a plus. De même que les travailleurs sont étrangers aux mécanismes de la société, ils sont également étrangers aux décisions importantes du syndicat. Soit par volonté dictatoriale, soit par bienveillance, soit par mépris de la base, soit par sentiment de supériorité, les chefs des syndicats s'approprient de plus en plus les pouvoirs déterminants. La démocratie signifie avant tout, partage du pouvoir et elle menace donc tout pouvoir autocratique. Les chefs syndicalistes s'opposent instinctivement à ce partage, même lorsqu'ils sont « raisonnables », et sincères dans leur respect de la démocratie formelle. Et à part quelques syndicats — comme le syndicat international des ouvriers typographes qui reste un modèle de syndicat démocratique — des contrôles ont été si solidement instaurés dans la plupart d'entre eux que tout mouvement spontané tendant au self-gouvernement est vite réprimé. D'où l'hostilité de la base qui a maintenant atteint les proportions d'une crise si profonde qu'elle préoccupe même certains chefs qui ont contribué à la faire naître. Et en

(1) **Dissent**, 509 Fifth Avenue, New York 17.

leur interdisant les initiatives et l'activité spontanées — substances de la démocratie — ou au moins en ne les encourageant pas à en prendre l'habitude, on ne rend pas seulement les ouvriers passifs mais aussi quelque peu cyniques dans leurs rapports avec les syndicats. Cela mène à l'attitude caractéristique des camionneurs : « Hoffa est un malin peut-être, mais il sert, n'est-ce pas ? J'obtiens ma part et lui la sienne ». Le président Meany de l'AFL-CIO a dit que les « rank and file » détiennent la solution qui éliminerait le « racketeering », mais quelqu'un peut-il imaginer la bureaucratie officielle de nos syndicats encourageant des milliers de syndicalistes « rank and file » à prendre l'initiative dont parle Meany ? Toute direction solide est basée sur la théorie qu'une petite démocratie peut être une chose dangereuse car rien ne dit l'ampleur qu'elle prendra et qui elle pourra gêner.

Les changements, les évolutions qui se produisent dans l'industrie sont contradictoires et imprévisibles. Des jugements sur le mouvement ouvrier, qui avaient un sens dans le passé, pourraient prêter à confusion aujourd'hui. Par exemple, il est exact de dire que le processus d'organisation ouvrière, sauf en quelques domaines, est en fait arrêté. Mais il faut être prudent lorsqu'on fait des prévisions définitives. Peut-on dire avec assurance que quelque effervescence spontanée n'aura pas lieu parmi les ouvriers du textile sudiste, révoltés par leurs salaires inférieurs au salaire moyen et des conditions de travail très difficiles ? Quant aux professionnels, techniciens et employés, certains pensent, pour des raisons convaincantes, que la plupart d'entre eux ne pourront jamais être organisés. Ils pensent en professionnels et non en syndicalistes. En outre, les employeurs barrent la route aux syndicats en accordant des concessions particulières au personnel hautement qualifié.

Mais la nouvelle technologie qui révolutionne le travail en usine n'a-t-elle pas aussi une influence sur le travail administratif ? Pour les techniciens, est-ce que les faibles agitations syndicalistes qui se produisent maintenant chez certains administrateurs et ingénieurs (Chrysler) n'ont pas une signification pour l'avenir ? Un an ou deux avant que le CIO ne se développe à Detroit, Akson et Toledo, vers 1930 donc, certains leaders déclarèrent que les ouvriers de la production de masse ne pourraient jamais être organisés. Accordons que les obstacles à l'organisation sont nombreux. Mais sont-ils insurmontables ? Des hommes compétents en sciences sociales peuvent expliquer l'influence de la technologie sur le mécanisme du travail en termes concrets. Mais le mécanisme de la lucidité sociale n'est pas aussi concret, du moins tant qu'il ne s'est pas manifesté par des actions.

Selon des preuves mises à notre disposition, il apparaît que dans les temps à venir, les syndicats — et particulièrement ceux de la grande industrie — auront à faire face à des problèmes de plus en plus nombreux qu'ils ne pourront résoudre, pour les raisons expliquées plus haut, et surtout parce que les travailleurs organisés, privés de tout rôle important dans la production, ne sont pas en état de traiter d'une manière adéquate les perturbations causées par la nouvelle technologie : chômage intense dans certaines zones, augmentation croissante du pourcentage des professionnels qualifiés et des techniciens par rapport aux manœuvres spécialisés, peur obsédante du chômage qui menace les usines surclassées par les nouvelles entreprises. Alors que les syndicats ne peuvent résoudre ces problèmes, ils peuvent du moins adapter les conventions collectives afin que soient prévues certaines mesures de protection pour les travailleurs touchés par ces changements. Dans ce domaine, l'U.A.W. se classe parmi les premiers. Aucun autre syndicat peut-être n'a obtenu autant de mesures de protection sous contrat pour garantir la situation des travailleurs touchés par l'automatisme et la décentralisation géographique.

Les ouvriers savent qu'ils ne sont pas réellement les maîtres de l'organisation du travail, ce qui fait que, très souvent, ils détestent leur travail. Ils deviennent aussi conscients du manque de liaison entre eux et les directions et considèrent alors leurs supérieurs comme formant un groupe séparé et distinct d'eux-mêmes : « ils » au lieu de « nous ». Cette scission entre les chefs et les ouvriers amène une sorte de « stabilité ». Gus Tyler, dans sa « Nouvelle philosophie du travail », dit ceci :

« L'idéalisme se développe plus rapidement dans les situations industrielles « instables », dans les conflits qui font appel aux leaders inspirés qui, à leur tour, excitent les grandes masses ouvrières à se soulever et à lutter. La campagne organisée, ardemment discutée, la grève, les heures innombrables de participation à l'action, affectent intensément la sensibilité, produisent de grands leaders, agitent les masses, bouleversent profondément, suscitent des martyrs, des programmes et même des poèmes qui expriment la souffrance. C'est ce ferment créateur que la stabilité rend peu probable sinon impossible. A la place de la grève, des cortèges de travailleurs défilant dans les rues, il y a une table de conférences. A la place de l'action des masses, il y a la virtuosité de celui qui marchande ; à la place de la participation ouvrière à la bataille sociale, il y a les arguments professionnels débités devant un arbitre ? Tout cela est beaucoup plus « civilisé » mais affaiblit considérablement l'idéalisme, aussi bien chez les travailleurs que chez les leaders. Et le phénomène devient plus frappant lorsqu'une crise se prolonge, lorsqu'une première génération de chefs ayant lutté se retire ou est rejetée et que d'autres, qui ne connaissent pas la genèse du mouvement, arrivent au pouvoir. »

Personne n'a jamais expliqué le problème aussi spécifiquement. La grande question qui se pose aujourd'hui aux syndicats est : comment, à une époque de marché collectif, industrialisé au plus haut point, où les chefs des plus grands syndicats peuvent apaiser les troubles les plus profonds en les soumettant à un arbitre, échapper à la nécessité de répondre au « rank and file » — comment l'idéalisme et la cohésion peuvent-ils être conciliés ? Le mouvement ouvrier doit-il attendre que la situation soit de nouveau instable ? Et dans ce cas, quel degré devra atteindre cette instabilité ? Ou bien les syndicats vont-ils continuer à s'officialiser en se développant, se bureaucratiser plus encore, jusqu'à ce qu'ils ne soient plus que de simples agences dirigées par un groupe lointain d'officiels et menées par des experts et des professionnels ?

Peut-être que cette série de problèmes présentés ici peut se réduire à un seul : il semble certain qu'il y aura aux Etats-Unis, dans les années à venir plus que dans le passé, un complexe de syndicats, forts ou faibles, honnêtes ou corrompus, grands ou petits ; mais la question est de savoir si nous aurons un mouvement ouvrier vivant, démocratique et obéissant à un idéal. »

B.J. Widlick, qui analyse « Les limites du syndicalisme », conclut, en examinant le cas du syndicat des travailleurs de l'automobile :

« Quelles leçons peuvent être suggérées ? De toute évidence, l'avenir du syndicalisme industrialisé est engagé. Permettez-moi simplement de suggérer quelques points :

1) Les conséquences d'un changement soudain de la structure socio-technologique d'une industrie sont souvent plus graves dans un syndicat qui reste essentiellement démocratique que dans un syndicat dirigé par un patron. Lorsque la démocratie n'existe pas, les décisions sont prises pour le meilleur ou pour le pire. Mais lorsqu'on donne aux ouvriers la liberté de s'exprimer et que les chefs n'ont ni les idées nécessaires pour résoudre les problèmes ni le pouvoir de le faire, le résultat peut en être aggravé. Cela ne doit pas être considéré comme un argument contre la démocratie syndicale, mais comme un commentaire sur ce qu'elle coûte chaque fois. On peut dire aussi que des chefs de syndicats qui s'adaptent intelligemment aux nouvelles situations économiques donnent plus de profondeur et de signification aux processus démocratiques.

2) Bien entendu, on ne doit pas tenir rigueur à l'U.A.W. des crises créées par les changements socio-technologiques ou par la récession économi-

que. Mais elle prête le flanc à la critique parce que, durant la dernière décennie, elle a entretenu une atmosphère optimiste parmi les syndiqués, de sorte qu'une foi aveugle dans les possibilités du syndicat se développe peu à peu chez de nombreux membres. Si le syndicat avait mieux préparé ses membres à la crise qui se préparait, s'il n'avait pas totalement adhéré à cette idéologie d'après-guerre qui consiste à croire que les problèmes sociaux primordiaux sont résolus dans une société capitaliste américaine, il n'y aurait pas aujourd'hui une surprise aussi vive parmi les ouvriers qui découvrent les limitations strictes du syndicalisme. Sans doute, rien ne persuadera jamais les ouvriers qu'ils doivent aimer, accepter ou même simplement comprendre la situation dans laquelle de nombreux membres de l'U.A.W. se trouvent maintenant. Mais ils feraient preuve de plus de compréhension et auraient moins d'aveugle rancune, qui retombe souvent sur le syndicat lui-même.

« L'évolution récente qui a porté un rude coup à certaines sections de l'U.A.W. n'est ni exceptionnelle ni la dernière de cette sorte. Bin au contraire, elle se renouvellera chaque fois que de rapides changements technologiques se produiront dans une économie axée uniquement, non sur le bien-être humain mais sur le profit maximum. Les syndiqués de la base sont les victimes des forces sociales qu'ils ne peuvent ni contrôler ni comprendre, et cela tend à aggraver leur étonnement et leur souffrance. Mais l'atmosphère nationale actuelle, il est important de se souvenir qu'analyser et souligner les limitations du syndicalisme — même dans les meilleurs syndicats — ne signifie pas consentir pour un instant à ces attitudes antisyndicalistes. Les syndicats sont peut-être insuffisants, ils ont de regrettables limitations, mais pour les hommes qui travaillent ils sont indispensables, ils représentent une arme supérieure dans leur lutte pour une vie honorable. »

L. M.

LA RELÈVE EN HOLLANDE

Ils sont là une vingtaine venus des grandes agglomérations de la côte Ouest, mais aussi des localités du Nord et de l'Est. L'âge moyen est de cinquante ans. Des maçons et des plombiers, des tailleurs et des employés. Calmes, même quand ils s'opposent à propos d'un fait ou d'un projet. Presque d'heure en heure, un garçon apporte le café au lait, que chacun sirote entre deux bouffées de longs cigares odorants. Il pourrait s'agir d'un conseil d'administration. En réalité, c'est le congrès du N.S.V. — le Nederlands Syndicalistisch Vakverbond —, qui se tient tous les deux ans.

Le N.S.V. a connu son temps de combat, et de gloire. Quelque cinquante mille travailleurs avaient rallié, après la guerre de 14-18, cette centrale révolutionnaire affiliée à l'AIT dès la fondation de l'Internationale de Berlin. Refusant le pesant réformisme et s'opposant au centralisme bolchevique, ces syndicalistes poursuivaient une tradition marquée par l'influence de Domela Nieuwenhuis et tissée par des centaines de militants de formation libertaire, au sens le plus large du mot. Leur organe — « De Syndicalist » — était un journal de guerre sociale. Grèves et campagnes de propagande se relayaient et maintenaient le mouvement en haleine.

La deuxième guerre mondiale est passée sur cette génération. Il n'en demeure que quelques survivants, des fidèles, et des souvenirs, les uns et les autres présents aux assises biennales. Peu bavards, mais lestés d'expériences. Il faut les questionner pour que leur parole reprenne la route des années passées, à peine passées. Ce petit homme trapu, aux cheveux blancs, au teint coloré, c'est lui qui le premier se leva pour protester publiquement contre les mesures prises par l'occupant hitlérien contre les Juifs. Cet ouvrier du bâtiment, qui se rend encore chaque jour sur le chantier, fut un des meneurs de la grève générale d'Amsterdam de 1941. Cet autre poseur de briques est le porte-parole de nombre de grèves « sauvages ».

Réunis, ils n'évoquent pas hier. Ils sont là pour gérer leurs biens : une tradition de combats sans compromis et ce qui demeure des fonds de leur centrale, mis à l'abri pendant les années de guerre, et récupérés à la libération. Ils se savent voués à l'extinction, par mort naturelle, en tant que mouvement. Mais cette certitude ne les conduit ni au désespoir, ni à l'apathie. Ils agissent comme doit se comporter un dernier carré, dont la mission est tracée.

A ce congrès est venu le secrétaire de l'O.V.B. — Onthankelyk Verbond van Bedryfsorganisaties — qui est une organisation de syndicats d'entreprises, née en 1948 des suites de la longue histoire des scissions syndicales en Hollande. C'est un homme d'action et d'organisation. Ancien volontaire d'Espagne, rompu aux luttes des fractions, passé par les engrenages de multiples groupements d'opposition. Il revenait du Nord du pays où la décision des communistes de dissoudre leur centrale syndicale dans les rangs de la confédération réformiste avait créé des remous et suscité des protestations. Il avait rallié quelques noyaux de militants à l'O.V.B., forte surtout à Rotterdam, parmi les travailleurs du port, des services publics, de l'industrie de la pêche, et qui groupe des salariés de toutes formations depuis les anarcho-syndicalistes jusqu'aux chrétiens, communément attirés par une forme d'association et d'action qui exclut les pesants appareils politico-bureaucratiques.

Van den Berg, c'est le nom de ce militant, semble définitivement débarrassé des idéologies politiques et voué exclusivement à l'organisation des travailleurs par les travailleurs. Ses préoccupations ne vont plus aux programmes, mais aux problèmes d'appareil et de base, de démocratie formelle et de démocratie réelle. De formation distincte et d'expérience différente, c'est cependant parmi les « anciens » du N.S.V. qu'il se sent en confiance.

Cette assemblée du N.S.V., que l'on aurait pu prévoir comme une sorte de veillée funèbre, nous a donné, avec ses combattants d'un demi-siècle, ses prolongements dans la vie immédiate, ses chercheurs et ses nouveaux amis, l'image d'un possible renouveau, d'une probable relève. Jamais autant que dans cette calme Hollande, nous n'avons senti aussi fortement l'espoir contenu dans le défi noir des révoltés allemands « Spartakus kann nicht sterben ».

NOUVELLES DU PORTUGAL

La situation économique et sociale de la classe ouvrière au Portugal est toujours mauvaise, car le prix des subsistances et de l'habitation n'est pas en rapport avec les appointements des travailleurs.

Quant à la situation politique, elle est, comme sous tous les régimes dictatoriaux, très oppressive pour les démocrates. La presse est toujours muselée et aucune opposition au gouvernement n'est tolérée, non seulement des journaux quotidiens, mais également des écrivains.

Comme exemple bien expressif, il suffit d'enregistrer ce qui est arrivé au plus éminent écrivain portugais, Aquilino Ribeiro, qui après la publication de son dernier livre, est l'objet de poursuites pour avoir osé critiquer la Magistrature.

D'autre part, la censure préventive a interdit aux journaux de parler du livre qu'un ouvrier typographe, Alexandre Vieira, vient de publier sous le titre **Figuras Gradas do Movimento Social Português**, livre contenant les biographies de 29 propagandistes du Syndicalisme, presque tous décédés, avec des extraits de quelques-uns de leurs ouvrages.

Cependant, les agents du gouvernement ont trouvé tout à fait légitime qu'un général de l'armée portugaise, qui a été dernièrement gouverneur général de la Indie (Benard Guedes) et qui est à présent en retraite, se soit proclamé ouvertement, dans la Presse et la Radio, adversaire du régime, et partisan d'un monsieur nommé Duarte Nuno, qui aspire à être roi des Portugais.

Ce général-là touche encore les émoluments de la soi-disant république. — **A.**

A travers les LIVRES

MARCEL MARTINET

aux « Cahiers du Pont-de-l'Epée »
90, avenue Poincaré, Dijon

Bien involontairement nous avons été amenés à signaler seulement maintenant aux lecteurs de la « R.P. » le numéro que les « Cahiers du Pont-de-l'Epée », publiés sous la direction du poète dijonnais Guy Chambelland, ont consacré au regretté Marcel Martinet. Après une présentation de Marcel Martinet par Chambelland et lui-même, cette publication débute par un « Hommage à Marcel Martinet » rassemblant divers témoignages en prose et en vers, publiés à des dates différentes. Citons parmi les signataires : Cassou, Duhamel, Romain Rolland, Trotsky, Stephan Zweig. Puis, après un clair résumé de la « Vie et de l'Œuvre de Marcel Martinet » suit un chapitre sur « Marcel Martinet pacifiste » qui sans doute retiendra particulièrement l'attention des lecteurs de la « R.P. ». Il est dû à la plume de Jeanne Alexandre. Viennent ensuite des extraits très significatifs de « Marcel Martinet socialiste », tirés de sa « Culture Prolétarienne ». Chapitre qui se termine par un fragment d'une lettre de Romain Rolland du 10 mars 1922. Une lettre de Roger Martin du Gard, un article de Lucien Hérard ramènent ensuite notre pensée sur Marcel Martinet romancier. C'est le poète qu'étudie à son tour Marcel Decaudin.

Enfin ce substantiel Cahier se termine par 27 pages d' « Anthologie Poétique » dans lesquels Chambelland a su réunir les plus beaux et les plus caractéristiques poèmes de Marcel Martinet. S'il est des lecteurs de la « R. P. » qui ignorent encore quelle place éminente revient à Marcel Martinet dans la poésie française contemporaine, ils le comprendront en lisant ces vers admirables déjà si chers et si familiers à tant d'entre nous.

Dr J. L.

UNE CHRONIQUE DU MOUVEMENT LIBERTAIRE

Sous le titre *Terreur Noire* (1), André Salmon vient de publier une chronique du mouvement libertaire « tel qu'il s'est développé dans le monde de 1871 à nos jours ». Le thème ainsi défini prend des proportions telles que l'auteur ajoute presque aussitôt : « Je m'attache surtout à l'illustration qui n'est point toujours la défense, de tout ce que la France eut à éprouver, sans parfois en discerner les causes, et que j'appelle la *Terreur Noire*. Il s'agit donc en définitive d'une reconstitution des diverses formes du terrorisme anarchiste, depuis l'explosion de l'*Assommoir* à Lyon et de l'affaire Cyvoct, jusqu'à la « bande » Bonnot, en passant par Clément Duval, Ravachol, Emile Henry et Auguste Vaillant.

C'est un sujet qui a tenté de nombreux journalistes et que l'on voit refleurir à intervalles presque réguliers dans la presse quotidienne ou hebdomadaire. Disons tout de suite que l'auteur possède de nets avantages sur ses prédécesseurs : il ne cache pas une certaine admiration pour ses personnages, et se trouve par conséquent en meilleure position pour les comprendre et les faire comprendre ; il a vécu une partie de l'époque qu'il ressuscite et apporte quelques touches personnelles aux tableaux ; il a un incontestable talent de conteur et de reporter, ce qui rend la lecture de son ouvrage agréable ; il a enfin une solide expérience des milieux intellectuels qui le met en garde contre l'habituelle confusion entre littérateurs épris de modes et hommes d'action payant comptant.

Mais cette supériorité est toute relative, car André Salmon demeure bien en deça de son sujet. (Dans le genre, le numéro spécial du *Crapouillot* paru en 1938, et qu'il cite à diverses reprises, demeure inégalé.) Ses sources sont modestes : il cite le *Père Peinard*, se réfère fréquemment au *Mouvement libertaire sous la IIIe République* de Jean Grave, se sert du livre d'Alain Sergent et Claude Harmel. C'est maigre. Il semble ne pas connaître l'ouvrage de Jean Maitron, plus solide et mieux documenté. Il ne paraît pas avoir questionné les survivants de l'époque, sinon les plus connus. Bien que les *Mémoires* de Clément Duval aient paru il y a de nombreuses années aux Etats-Unis, édités par les soins des compagnons italiens, il écrit : « Il est mort à New-York, après une seconde existence que rien ne permet de dire liée à celle des anarchistes américains ».

Autre cas : Salmon présente Emile Cottin, le jeune homme qui tira sur Clemenceau au lendemain de la guerre, comme un « minus », qui « n'ajoute rien que d'assez plat à l'histoire du mouvement libertaire ». Salmon sait-il que Cottin tomba en Espagne, dans les rangs des centuries libertaires, au combat de Farlete, en 1936 ? Ce fait ne contribuera-t-il pas à modifier le jugement du chroniqueur ?

Encore, l'auteur ne collectionne-t-il pas trop les contre-vérités et les à-peu-près quand il s'agit de la France ; mais quand il aborde le mouvement international, ses quelques connaissances et ses rares lueurs ne suffisent pas pour l'empêcher de dire ou de reprendre à son compte les bourdes et les mensonges qui traînent dans une certaine presse. Se rapportant à un texte de Victor Serge, il présente la thèse d'un Nestor Makhno « pas... ennemi trop résolu des pogroms ». Ce Makhno était tellement antisémite qu'il avait choisi une Juive comme compagne et que le groupe anarchiste qu'il fréquentait à Paris était le groupe yiddisch !...

Quant à sa chronique des événements d'Espagne, elle est fantaisiste : « La Repuolique mobilisa toutes les énergies pour triompher des « rebelles ». Sans hésiter, les anarchistes se joignirent aux républicains, aux socialistes et aux communistes ». Il y a dans ces deux phrases à peu près autant d'erreurs que de mots. Il est vrai que pour la période qui précéda la guerre civile, son contact (?) avec les « pistoleros » et les « dynamiteros » lui font dire : « Il est certain que l'on ne comptait pas parmi eux trop d'hommes soumis à la discipline des usines ». Si Salmon avait voulu seulement s'informer du métier exercé par Durruti — de qui il parle quelques paragraphes plus loin en orthographiant son nom Durruty — il aurait appris que ce « pistolero » et « atracador », car c'en fut un, travaillait comme ouvrier d'usine comme tous ses compagnons, même s'il leur arrivait, d'aventure, d'avoir à remplir la caisse de l'organisation — et non leur caissette personnelle — par des procédés illégaux.

Les trous de mémoire ou de documentation d'André Salmon lui font présenter le mouvement libertaire d'action directe, après la guerre 14-18, comme un désert. Il n'a jamais entendu parler de Di Giovanni en Argentine, par exemple — un exemple entre cent ? Ni de Sante Pollastro, ni de Lucetti, ni de Schirru, ni de Sbardellotto, en Italie ; Ni de Facerias en Espagne, hier, fin 1958 ?

Dommage. Car le talent d'André Salmon ne peut à lui seul remplacer l'histoire qui reste à écrire et ne le sera sans doute jamais.

L. M.

LES TOURS INACHEVEES

par Raoul VERGEZ
(chez Julliard - 10 NF.)

Sous le titre « Le pendule à Salomon », Raoul Vergez a déjà écrit un bon livre sur les compagnons du Tour de France et ce qui reste aujourd'hui du campagnonnage. L'ouvrage que Julliard vient de faire paraître est meilleur encore et nous nous en serions voulu de ne pas attirer sur lui l'attention des syndicalistes.

« Les Tours inachevées » sont celles des cathédrales gothiques qui parsèment le territoire du royaume de France. Pourquoi sont-elles inachevées ? A la suite d'une grève générale, qui, en 1314, paralysa tous les chantiers : une grève générale des

« maçons francs » de la confrérie du Saint-Devoir. Tous, architecteurs, maître d'ouvrages, ymaginiers, tailleurs de pierres, appareilleurs et goujats, désertèrent les cathédrales en construction où s'inscrivait pourtant, de manière impérissable, leur art merveilleux.

Les maçons francs du Saint-Devoir étaient les disciples et les alliés des Templiers que Philippe IV le Bel venait d'exterminer. Les rapports des chevaliers du Temple avec les travailleurs des grands chantiers sont éclairés, ici, dans cette œuvre où l'histoire apporte au roman ses matériaux. La révolte commence après le 19 mars 1314, jour de l'exécution, sur le bûcher de l'île aux Juifs, derrière la Cité et non loin de la tour de Nesles, du grand maître Jacques de Molay. Il s'en fallut de bien peu que le chef des Templiers ne fût arraché à la mort par les compagnons maçons descendus en masse de leur censive du quartier du Temple, rue du Grand-Hurleur, où siégeait la communauté des pierreux. Jacques de Molay lança sa dernière imprécation à la face de Philippe le Bel, mais la révolte des maçons, commencée ce jour-là, devait se développer sous la direction d'Ansèric le Celte, le compagnon au cœur vaillant.

Nous suivrons Ansèric le Celte dans sa fuite et dans ses refuges successifs. Nous le retrouverons à la tête de ses hors-la-loi quand il libère les maçons prisonniers à Orléans et exécute le propre bailli du Roi. Nous le verrons surtout diriger sa Commune de compagnons et de gueux, dans le domaine du Commandeur, avec Mathias le géant et Hilda la gipsy.

Le fond de décor de ces aventures et de ces drames, c'est la dentelle des cathédrales, leurs voûtes rendues muettes par la grève générale dont les messagers ont transmis l'ordre dans tous les chantiers d'où émigrent maintenant les artistes en blouse, « les estrangers du Saint-Devoir ».

Oui, un grand livre où la morale altière des compagnons aux mains agiles s'oppose à chaque page à la raison des rois et des tyrans. Et quel film cela ferait ! Vous voyez cela : l'exécution de Jacques de Molay, grand-maître des Templiers, le siège de la Communauté du Commandeur, le défilé des corporations à Strasbourg, et les cathédrales, les cathédrales... avec le personnage d'Ansèric le Celte dominant la distribution. Mais il y faudrait sans doute quelques millions de nouveaux francs, et pas mal d'enthousiasme.

En attendant, pour dix nouveaux francs seulement, camarade lecteur, instruis-toi et délecte-toi aux exploits des maîtres en art, en révolte et en morale ouvrière qu'étaient « les maçons francs, estrangers du Saint-Devoir ».

R. G.

Maurice Lime

MÉTRO PLACE DES FÊTES

ROMAN

Ce livre de la fin d'une époque est dédié aux derniers anarcho-syndicalistes qui se dressèrent contre une société imbécile, et contre de faux justiciers, dans un combat peut-être perdu d'avance, mais qui s'inscrira dans la synthèse de l'avenir.

M. L.

Le chiffre du tirage de l'**Edition originale** va être fixé incessamment. Que les camarades intéressés, et qui ne l'ont pas encore fait, ne tardent pas à envoyer le montant de leur souscription à : **M. Maurice Kirsch**, 208, avenue Jean Jaurès, Clamart (Seine), par versement au C.C.P. Paris 3777-40.

Nouvelles Editions de Presse, 38, rue de l'Université, Paris-7e.

PRIX EN LIBRAIRIE : 9 NF.
PRIX DE SOUSCRIPTION : 6 NF

DIALOGUE DES GRANDS

par Pierre ALESSANDRI
(Intercontinentale du Livre...)

Une petite plaquette de soixante-dix pages, achevée en mai 1957. Un camarade modeste : Pierre Alessandri (retraité de l'Enseignement). Un titre ambitieux par l'inspiration, humble par la hiérarchie qu'il implique : *Dialogue des Grands.*

Une date précise le moment de l'initiative et en explique le but : novembre 1956. La révolution hongroise était écrasée sous les blindés de Khrouchtchev. Un martyr hongrois interroge vainement l'Histoire. Et voici les Grands qui s'expliquent dans le royaume des morts : Hitler, Staline, Roosevelt. Les bruits de la terre — les divers éclats de la tragédie hongroise — ne sont plus qu'un « fond sonore ». Les trois Grands tentent de se justifier. Roosevelt — le plus humain — pose la question : *les peuples survivront-ils au choc monstrueux qui opposera les deux régimes ?* Mais ils s'écartent car deux ombres plus hautes surgissent d'un passé plus lointain : Lenine et Gandhi. Le premier entend la Hongrie martyre : « *Infortunées révolutions trahies l'une après l'autre et capables seulement d'enfanter des monstres.* Le second espère en conclusion que « *les révolutionnaires comme Lénine, les pacifiques comme lui pourront se donner la main un jour* ».

Une petite plaquette qui soulève un monde d'idées et de sentiments. Une lecture salutaire pour nous purger du verbiage insipide et meurtrier. — R.H.

R. H.

LE RIRE DU SAGE

de HAN RYNER

(1 *vol. Edit. Sésame :* 750 *francs aux « Amis de Han Ryner ». 900 francs en librairie).*

Voilà un livre qui n'impose aucune doctrine, mais qui ouvre à chacun la réflexion sur sa propre vie, en abattant joyeusement, comme des châteaux de cartes, les constructions du conformisme qui s'appelaient « livres de philosophie », et dont l'ombre planante obscurcissait notre ciel de faux problèmes. Quatre siècles après Rabelais, deux millénaires après Socrate, voici reprise la tradition du grand Rire de la Sagesse ! Livre libérateur, qui rit de tout ce qui entrave le libre épanouissement de l'indivdu, seule réalité avec l'humanité totale. Les mensonges, ce sont les limitations et les frontières. Ce sont les Dogmes qui veulent fixer à jamais la vie en formules sèches, et folles bien souvent. Ce sont les masques que prend l'oppression pour se faire accepter, c'est tout ce qui est « autorité spirituelle » et obligation morale.

« A bas la Morale ! Vive la Sagesse ! » disait la bande de présentation du livre qui est la première partie du « Rire du Sage », et qui parut en 1928. On a a réédité avec le présent « Rire » cette « Sagesse qui Rit » à présent introuvable. L'ensemble offre la pensée de Han Ryner sur l'éthique. La netteté de la pensée, la beauté de la forme, la maîtrise puissante de la langue en font un des grands livres d'aujourd'hui et de demain. Depuis « l'Entraide » de Kropotkine, il n'avait pas paru d'ouvrage aussi essentiel pour un humanisme libertaire. Il s'appuie sur les constantes profondes des aspirations humaines, en tenant compte de l'évolution de la pensée.

L'auteur des « Paraboles Cyniques » et du « Cinquième Evangile » donne ici l'essentiel d'une pensée longtemps caressée et mûrie, et aussi d'une pratique de sagesse éprouvée, car c'est le livre d'un homme autant que d'un penseur, et c'est aussi une œuvre d'art, un poème — ce qui ne peut le faire assimiler aux « Traités » d'asservissement intellectuel et moral que sont la plupart des livres de la scholastique ancienne et nouvelle. La vie et le grand air l'emplissent — autant que la personnelle connaissance des philosophes et des doctrines.

Venez, avec Han Ryner, rire et apprendre à rire et à devenir pour votre compte des sages.

Louis SIMON.

D'où vient l'argent ?

DU 26 AU 31 DECEMBRE 1959

RECETTES :		francs	NF
Abonnements ordinaires ..	25.550		
Abonnements de soutien ..	15.000		
		40.550	405,50
Souscription		2.650	26,50
Reçu pour le livre de Rosmer ..		1.500	15,00
Total des recettes		44.700	447,00
En caisse au 25 décembre		111.988	1.119,88
		156.688	1.566,88

DEPENSES :			
Néant.			
En caisse à fin décembre 1959 :			
Espèces	32.533		
Chèques postaux	124.155		
		156.688	1.566,88

MOIS DE JANVIER 1960

Abonnements ordinaires	423,30	
Abonnements de soutien	296,00	
		719,30
Souscription		104,90
Vente « R. P. »		87,20
Reçu pour le livre de Rosmer		105,00
Total des recettes		1.016,40
En caisse à fin décembre 1959		1.566,88
		2.583,28

DEPENSES :		
Impression et papier « R. P. » décembre 59		1.094,10
Frais d'expédition		76,20
Frais généraux		143,38
Téléphone		48,00
Versé au Cercle Zimmerwald (pour le livre de Rosmer)		60,00
Divers		9,00
Total des dépenses		1.430,68
En caisse à fin janvier 1960 :		
Espèces	53,85	
Chèques postaux	1.098,75	
		1.152,60
		2.583.28

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Jean Aulas (Alpes-Maritimes), 20 ; Louis Bonnier (Yonne), 35 ; Michel Catteau (Saône-et-Loire), 20 ; Gustave Duyck (Paris), 20 ; Jean-Paul Finidori (Tunisie), 20 ; Albert Goldschild (Paris), 20 ; Yvonne et Roger Hagnauer (Seine-et-Oise), 41 ; Jean Hémy (Côte-d'Or), 25 ; Jean Jagaille (Seine), 20 ; Louis Latard (Nièvre), 25 ; Antoine Laval (Seine), 20 ; Mailland (Seine), 20 ; Mme Jeanne O... (Belgique), 20 ; Jaime Padros (Rhône), 20 ; Tony Peyre (Loire), 30 ; Albert Ponsot (Paris), 20 ; Georges Thomas (Indre), 20 ; Mme Germaine Thomas (Saône-et-Loire), 20 ; Jean-Baptiste Wantiez (Belgique), 30. — Total : 446 nouveaux francs (dont 150 du 26 au 31 décembre 1959 et 296 en janvier 1960).

LA SOUSCRIPTION

Raymond Deloffre (Pas-de-Calais), 3 ; Jean Duperray (Loire), 7,50 ; Jean Ermet (Loire), 3 ; Francinelle (Belgique), 50 ; Nicolas L... (Seine-et-Oise), 10 ; Louis Mercier (Paris), 15,90 ; Gabriel Pons (Ain), 2 ; Félix Rivière (Rhône), 20 ; Louis Sellier, 20. — Total : 131 nouveaux francs, 40 centimes (dont 26,50 du 26 au 31 décembre 1959 et 104,90 en janvier 1960).

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er JANVIER. — Actes antisémites en **Allemagne Occidentale, à Londres** et à **Paris.**

Au Laos, dictature de l'armée.

Grèves tournantes à la **Radio-Télévision française.**

LUNDI 4. — **Albert Camus** est tué dans un accident d'automobile dans l'Yonne.

Fin de la grève des aciéries aux U.S.A.

MARDI 5. — **L'état-major laotien** remet les pouvoirs au roi.

VENDREDI 8. — Le roi du Maroc arrive au **Caire.**

LUNDI 11. — Violentes réactions des « **activistes algérois** » contre le terrorisme.

MERCREDI 13. — Réunion à Paris de la **Conférence économique occidentale.**

M. Pinay cesse d'exercer ses fonctions de **ministre des Finances.** Il est remplacé par M. Baumgartner, gouverneur de la Banque de France.

JEUDI 14. — L'Association « **Assistance et protection** » invite les Algérois à défendre l'Algérie française, même par les armes.

Ouverture à **Moscou** du **Soviet Suprême.** M. Khrouchtchev annonce la réduction d'un tiers des effectifs soviétique et l'existence d'une arme nouvelle terrifiante.

SAMEDI 16. — Réunion à Paris du Comité national du **M.R.P.**

DIMANCHE 17. — Quinzième anniversaire de la libération de **Varsovie** : les orateurs dénoncent « le retour des nazis en Allemagne occidentale ».

MARDI 19. — A la suite d'une interview par un journaliste allemand du Suddeutsche Zeitung », du **général Massu,** celui-ci est appelé à Paris.

L'U.R.S.S. financera les deux tranches des travaux du **barrage d'Assouan.**

La Fédération des maires d'**Algérie** proclame la volonté de rester français.

Manifestation des agriculteurs dans le **Sud-Est** et en **Bretagne.**

MERCREDI 20. — Signature à Washington d'un traité de paix **américano-japonais.**

JEUDI 21. — A la table ronde de Bruxelles sur le **Congo belge,** retrait des représentants du Mouvement national congolais.

A **Cuba** expulsion de l'ambassadeur d'Espagne.

Les **Russes** ont lancé dans le Pacifique une fusée à plusieurs étages.

VENDREDI 22. — Conférence à l'Elysée des responsables civils et militaires d'**Algérie.**

Le général Massu ne rejoindra pas son poste en **Algérie.**

Nouvelle expérience américaine de récupération d'une **capsule spatiale** habitée par une guenon.

Elections **professionnelles dans les mines** : gains de la CGT au détriment de FO.

SAMEDI 23. — Agitation à **Alger:** mouvement de grève.

A Strasbourg, assemblée du **Conseil de l'Europe.**

DIMANCHE 24. — Violentes manifestations à **Alger** : des barricades sont dressées. Une fusillade fait plus de 20 tués et de 120 blessés.

A **La Paz (Bolivie)** bagarre entre mineurs syndicalistes et miliciens : 11 morts.

MARDI 26. — Voyage du Premier ministre, M. Michel Debré, à **Alger.**

Grève générale à **Alger,** à **Oran** et **Constantine.**

Au cours d'une manifestation du **Destour tunisien,** le président Bourguiba engage l'action pour « l'évacuation de Bizerte ».

MERCREDI 27. — Partis politiques et syndicats de la métropole condamnent l'**émeute d'Alger** ; tentative infructueuse d'agitation chez les étudiants.

JEUDI 28. — Les émeutiers d'**Alger** délivrent les prisonniers de l'affaire du bazooka.

Echec des essais de mobilisation musulmane par les **émeutiers d'Alger.**

Perquisitions et inculpations à Paris de **militants d'extrême droite.**

Rupture des négociations **américano-soviétiques** sur le prêt-bail.

VENDREDI 29. — Discours radiodiffusé télévisé du président **de Gaulle** maintenant l'autodétermination, condamnant les usurpateurs, les conspirateurs et les menteurs d'Alger.

M. Delouvrier, **délégué général,** et le général Challe avaient quitté **Alger** sur l'ordre du gouvernement.

SAMEDI 30. — A **Oran** et **Constantine** la situation redevient normale.

Les trois centrales syndicales et la F.E.N. décident une interruption d'une heure le lundi 1er février, contre le coup de force d'**Alger.**

Le bureau du **M.N.A.** (parti de Messali Hadj) approuve les déclarations du général de Gaulle.

DIMANCHE 31. — Capitulation des **émeutiers d'Alger.**

VIENT DE PARAITRE

Le Mouvement Ouvrier pendant la Première Guerre Mondiale

1914-1918

par Alfred ROSMER

—

DEUXIEME VOLUME

DE ZIMMERWALD A LA REVOLUTION RUSSE

●

Le prix de souscription reste provisoirement fixé à 1.500 francs

Versement à la « R.P. », C.C.P. 734.99 Paris